

**République Démocratique Du Congo (R.D.C.)
Comité Du Pouvoir Populaire
C.P.P.-Canada**

**Etude Préliminaire De La Dynamique Des Groupes Ethniques: L'émergence
De Nouvelles Tribus et De Nouveaux Citoyens Au Congo
(Draft / Brouillon)**

Extrait De

**"L'AFDL-Canada Et La Diaspora Congolaise:
Activités, Pensées, Théories Et Suggestions Pour Une Paix
Durable Et Une Reconstruction
Rapide Du Congo"**

Février. 1999

Par

**©José-Gaby Tshikuka Mulumba, Vice Coordonnateur, C.P.P.-Canada., Berthe
Tshikuka, Secrétaire Générale Adjointe, Affaires Féminines, C.P.P.-Canada**

**C.P. 30023 Comptoir Postal Fairview. Pointe-Claire. Quebec. H9R 5P6, Canada. (T.L.
514685-7330)**

PLAN DU TRAVAIL	PAGE
Plan du Travail	ii
I Introduction	1
II La problématique.....	5
III Intentions et Objectifs Généraux	8
IV Les Mécanismes par Lesquels les Nouveaux Groupes	
Ethniques et Citoyens Emergent au Congo.....	9
1 Le Métissage Racial ou Biologique	9
2 Le Métissage Ethno-Culturel	11
3 La Naturalisation	16
La Fraude	16
Le Model Angolais	17
Le Model Ouest-Africain	20
Le Model Libanais	21
Le Model Rwandais	22
Facteurs et Circonstances Favorisants et	
Voies et Moyens	23
Coté Communauté Internationale	23
Coté Rwanda	25
Coté Congo.....	26
Prévention de la Fraude	30
V Enquête Ethno-Démographique des Congolais du Canada	32
1 Objectif Spécifique	32
2 Méthodes	32
3 Résultats	34
4 Discussion	45
VI Discussion Générale et recommandations.....	49
Solution à court terme	57
Solution à long terme	57
Double ou Multiples Nationalités.....	58
VII Remerciements.....	65
VIII Références	65
IX Annexe	68

I. INTRODUCTION

Les groupes sont les composants fondamentaux de notre société. Partout où nous sommes, de force ou de gré, nous appartenons à des groupes. Ces derniers peuvent être à caractère: (i) biologique ou génétique; par exemple, la communauté indienne; (ii) géographique, par exemple la communauté africaine; (iii) socio-culturel; par exemple, la communauté musulmane, la communauté Mongo, Bemba, etc. Quelle que soit la différence de leurs dimensions, de leurs structures, ou de leurs activités, tous les groupes à caractères socio-culturels sont basés sur l'interdépendance de leurs membres (Kurt Lewin, 1948). Cartwright et Zander (1968), ajoutent à cela qu'à travers cette interdépendance, existe une influence mutuelle entre les membres de chaque groupe qui justifie le haut et le bas des groupes socio-culturels, c.à.d. leur dynamique.

Le terme groupe étant défini comme deux ou plusieurs personnes interdépendantes qui s'influencent l'une et l'autre à travers une interaction sociale, la dynamique des groupes selon Lewin (1948), implique les éléments suivants: (i) la capacité du groupe de servir comme un forum d'interaction, (ii) le transfert d'information entre les membres du groupe, (iii) la cohésion entre les membres, (iv) la poursuite des mêmes intérêts et objectifs par les membres du groupe.

La cohésion et la solidarité d'un groupe ne peuvent être fortes que lorsque les intérêts et les objectifs de tous les membres sont les mêmes. Lorsque ces derniers ne sont plus les mêmes, la cohésion et la solidarité deviennent moins fortes et les membres du groupe qui ont les mêmes intérêts et objectifs tendent à former des sous-groupes afin de promouvoir ces objectifs et intérêts qui leur sont communs. Par exemple, à l'origine, les intérêts et objectifs des groupes ethniques congolais étaient de se protéger contre les phénomènes hostiles, les animaux sauvages, les forces naturelles telles que la sécheresse et le volcan. Mais, l'urbanisation survenue vers le début du siècle a fait que la menace posée par la faune sauvage et les phénomènes naturels disparaisse, et que les groupes ethniques jadis ennemis, puissent cohabiter dans un même environnement. Cette cohabitation a ainsi permis aux différents groupes ethniques de mieux se comprendre, de se faire confiance et de valoriser les cultures des uns et des autres. C'est ainsi que dans les grandes villes congolaises nous assistons aujourd'hui, sur le plan matrimonial, à un défi presque total des règles coutumières régissant le mariage. Notamment l'exogamie et l'endogamie (prohibition de se marier dans un groupe ethnique donné et obligation de se marier dans certains groupes définis), la patri- et matrilinearité etc. Aujourd'hui, les jeunes se choisissent librement des conjoints sans distinction de groupes ethniques et même de races. C'est ce qui entraîne: (i) sur le plan ethnique, un taux de métissage très élevé; (ii) sur le plan linguistique, une éclosion massive des congolais ne sachant parler aucune des langues de leurs parents. Cette éclosion est précédée d'un côté par un métissage linguistique favorisé par les influences des langues parlées dans les centres urbains, de l'autre côté par une réticence des jeunes à s'exprimer dans une langue autre que celle considérée comme langue locale dans leur milieu. C'est le cas de Swahili pour les jeunes de Lubumbashi et de Lingala pour ceux de Kinshasa, etc. Cette dynamique linguistique qui se caractérise par un abandon progressif des langues parentales d'une génération à l'autre risque d'amener à une disparition complète de certaines langues.

C'est cet aspect linguistique, c.à.d. cette menace que certaines langues avaient vis-à-vis des autres, que nos leaders tels que Joseph Kasa-Vubu (avec l'ABACO), Bolikango (avec Liboka Iya Bangala), etc., ont utilisé comme prétexte pour re-définir les intérêts et objectifs de leurs groupes ethniques respectifs et par là, tenter de maintenir la cohésion et l'unité de leurs ethnies. Car les facteurs qui jadis ont assuré cette cohésion et unité, n'étaient plus effectifs. Par exemple, les idées selon lesquelles tel ou tel groupe ethnique était cannibalique (*Kuku dondo*, *Bangala baliaka bato*), jadis utilisées pour éloigner les uns et regrouper les autres, étaient devenues insensées, tout le monde savait que cela était faux. En d'autres termes, la peur que les uns avaient des autres, était dissipée. De même, la peur que l'homme avait des animaux sauvages et des phénomènes naturels n'était plus du tout fondée, du fait que dans les centres urbains, il n'y avait pas d'animaux sauvages. Il fallait donc trouver de nouveaux éléments pour maintenir l'unité et la cohésion de nos groupes ethniques. Comme par consensus, toutes les ethnies du Congo ont reformulé leurs objectifs et intérêts; la protection et la promotion des valeurs culturelles des groupes ethniques, en particulier de leur langue, étaient devenues la nouvelle formule magique.

Mais avec l'arrivée au pouvoir de Mobutu, les objectifs de nos groupes ethniques ont de nouveau changé. Pour asseoir son pouvoir, le dictateur avait tribalisé toutes les institutions gouvernementales et para-étatiques, y compris l'armée nationale et l'enseignement public. L'accès à ces institutions était gouverné par un système de quota mis sur pied pour promouvoir certains groupes et en freiner d'autres. C'est de là qu'a commencé la véritable chasse aux sorciers, chacun devait bien justifier son appartenance ethnique ou risquer de tout rater. Les retardataires n'avaient qu'à dénoncer les individus aux origines douteuses pour les remplacer. Cette guerre froide a conduit, d'un côté, au rapprochement vers le pouvoir central des ethnies dont les leaders étaient les fidèles collaborateurs de Monsieur Mobutu, et de l'autre côté, à l'éloignement des groupes dont les leaders étaient opposés au régime de Mobutu. Au cours de la même période, on assiste à l'émiettement de certains groupes ethniques en groupuscules communément connus sous le nom de "Association de ressortissants de". C'est le cas des Otetelasqui se sont repartis en associations de ressortissants de Tshumbe, de ressortissants de Kata-Kokombe, de Sankuru, etc.. Apparemment, ces associations avaient comme objectifs, la protection des intérêts de leurs membres respectifs; mais derrière le rideau, leur mission était: (i) de chercher les ouvertures pour leurs membres dans les institutions où le dirigeant était un des leurs, (ii) de jouer le rôle d'informateur ou de policier dans ces institutions, (iii) de défendre les idéaux et les actes, même criminels, des dirigeants de ces institutions, (iv) d'assurer la perpétuité du mobutisme à travers ces dirigeants comme ils étaient tous de gré ou de force, membres du MPR. Ce protectionnisme et favoritisme ethno-centriques qui, au niveau de la masse, se traduisaient par une fidélité aveugle à nos chefs, sont suffisants pour expliquer le déclin de notre cher pays.

De toutes les façons, les congolais qui sont nés et/ou qui ont grandi dans les villes telles que Kinshasa, Lubumbashi et Kisangani, avaient beaucoup de peines à partager les objectifs et les intérêts des groupuscules ethno-tribaux dans lesquels ils étaient souvent arbitrairement incorporés par le biais de leurs liens parentaux. La majorité de ces individus que nous désignons dans ce travail, des "sans-ethnie", ou

des "ressortissants ou originaires de grandes villes" (exemple, Lushois pour ceux de Lubumbashi, Kinois pour ceux de Kinshasa, etc.) ont les caractéristiques suivantes: (i) ils ne parlent pas les langues de leurs parents; (ii) ils ne connaissent pas le village d'origine ou la région de leurs parents ou grand-parents, (iii) beaucoup sont issus des mariages inter-ethniques où le père et la mère sont d'ethnies différentes, ou soit, non seulement les parents, mais aussi les grand-parents proviennent des ethnies différentes, (iv) ils n'acceptent pas les valeurs socio-culturelles de leurs parents, mais ils restent pourtant liés à celles de leur ville natale. Parmi ces ressortissants de grandes villes, Il y en a qui sont nés des parents étrangers.

En tout état de cause, quelles que soient les origines des parents (étrangères ou non) ou des grand-parents, les objectifs et les intérêts des ressortissants de grandes villes du Congo sont restés les mêmes pendant des années, c.à.d., la promotion: (i) des interactions libres entre les personnes quelles que soient leurs origines (ex, les mariages inter-ethniques, amitié entre Mukongo et Muluba, etc.); (ii) des valeurs linguistiques de leurs villes natales (ex., l'usage de Lingala par les Kinois, du Swahili par les Lushois, etc.); (iii) des échanges culturels entre les différentes ethnies de la ville, qui ont permis qu'aujourd'hui les Baluba mangent le *nfumbwa* et les Bakongo mangent les *makelele*. C'est à travers ces objectifs et intérêts que ressort la cohésion qui unit les Kinois, les Lushois etc., et qui justifie par là même la cohabitation, combien harmonieuse, de différents groupes ethniques qui vivent dans nos grandes villes.

II LA PROBLEMATIQUE

En 1961, Moïse Tshombe, alors président de l'Etat Indépendant du Katanga, décide de rompre l'harmonie existant entre les différents groupes ethniques au Katanga. Il monte une campagne anti-Kasaienne et anti-Balubakat, pour contrer la tendance nationaliste des Balubakats et des Kasaiens qui vivaient au Katanga. Plus de 700.000 personnes étaient recueillies dans les camps de réfugiés organisés par L'ONU, puis expédiées au Nord Katanga et au Kasai.

Parmi eux, nombreux n'étaient Balubakats ou Kasaiens que de nom; leurs grand-parents sont venus travailler dans les mines de l'Union Minière du Haut Katanga depuis sa fondation vers les années 1900-1909. Au moment de leur rapatriement, ces individus n'avaient aucune racine au Kasai/Haut Katanga et ne parlaient aucune langue de ces régions. Au Kasai, ces réfugiés n'étaient pas les bien-venus, et beaucoup sont morts dans les centres d'accueil de L'ONU alors que d'autres ont regagné le Katanga aussitôt que la sécession était vaincue (O'Brien, 1962).

En 1992, l'histoire se répète. En complicité avec Mr Mobutu, certains de ses dignitaires organisent un soulèvement systématique des Katangais contre les soi-disant Luba du Kasai. Ils lancent la campagne connue sous le nom de "Debout Kantaga" ou "Le Katanga aux Katangais". Ils traitent les soi-disant Kasaiens, des locataires (ou non-autochtones), d'étrangers et responsables de toute la misère des Katangais. Tout ceci, pour satisfaire leurs ambitions politiques, et bien sûr celles de monsieur Mobutu. Africa Watch (1993), présente le bilan de cette campagne comme suite: plus de 500 morts et plus de 100.000 personnes déplacées.

Au mois de mars de l'année 1993, les violences de même nature recommencent, mais cette fois-ci, dans le Sud-Est de la région du Nord-Kivu. Les instigateurs sont les chefs coutumiers Nyanga et Hunde, qui ont aussi le contrôle de l'administration locale. Les victimes sont les Banyarwanda ou les soi-disant Banyamulenge. Ces derniers sont agressés, tués et blessés. Leurs biens et leurs maisons sont pillés ou incendiés. Tout ceci à cause des aspirations politiques de certains leaders. En août 1993, le bilan de ces attaques est estimé à \pm 7.000 morts et \pm 200.000 personnes déplacées: La plupart se réfugent dans la brousse, dans les centres de santé et les églises.

Au mois d'octobre 1996, une nouvelle offensive est lancée contre les Banyarwanda. Beaucoup s'enfuient vers le Rwanda pour rentrer un peu plus tard. Cette confusion entraînera l'intervention de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la libération du Congo sous la conduite d'un vaillant fils du pays, l'Honorable Laurent Désiré Kabila. Une lutte armée commence à Goma avec pour objectif le départ de Mobutu. Après 7 mois de bataille, de victoire en victoire, de capitulation sur capitulation, le 17 mai 1997, les Forces Armées de l'Honorable Kabila font leur entrée triomphale dans la ville de Kinshasa. Mobutu et ses proches prennent le large pour débiter une vie d'exil à l'étranger.

Il est important de remarquer que toutes les confrontations ethno-tribales répertoriées au Congo jusqu'ici sortent des manipulations des politiciens soucieux de satisfaire leurs ambitions personnelles. Conor C. O'Brien (1962) l'a d'ailleurs bien dit dans son livre *To Katanga and Back*, que les groupes ethnotribaux du Congo cohabitent en paix et en harmonie, sauf quand quelqu'un vient les opposer pour satisfaire ses intérêts financiers ou politiques. Il est en effet surprenant que trois décennies après cette brillante remarque de O'Brien (1962), nos groupes ethniques semblent ne pas comprendre ce jeu et continuent à être victimes des manipulations honteuses des politiciens crapuleux.

La mise sur pied des lois fondamentales qui régiseraient l'ethnicité et la citoyenneté congolaise en tenant compte des réalités géo-politiques et socio-culturelles lie notre pays est un préalable qu'il nous faut, coûte que coûter non: seulement pour contrecarrer les activités de ce genre, mais surtout pour promouvoir la paix, l'unité et la prospérité au Congo.

Bien qu'une telle loi ait existé au Zaïre de Mobutu, elle était presque ignorée de tous; car elle était ambiguë, incomplète et incompatible avec les réalités courantes du Congo. Comment voulez-vous qu'après de si nombreuses générations, les descendants des Kasaiens du Katanga continuent d'être traités de non-autochtones dans cette région? Pourquoi les descendants des étrangers venues au Congo depuis plusieurs générations continuent d'être traités d'étranger jusqu'à présent? Ne peut-on pas porter deux nationalités, même quand, par sa naissance, on est de nationalité étrangère mais par ses parents on est Congolais ou vice-versa? Quelle est la nationalité d'un enfant dont la mère porteuse est Belge et la mère biologique Congolaise ou vice-versa? Les réponses à ces questions n'étaient pas claires, ou simplement inexistantes dans la loi No 81-002 du 29 Juin 1981 du Zaïre de Mobutu. Le décret-loi No 197 portant modification sur ce dernier ne répond pas non plus à toutes ces questions. Il est donc très important que, dans tout éventuel projet de loi sur l'immigration, l'ethnicité et l'identité des Congolais ces questions

soient minutieusement examinées et traitées. Car, tout manquement ne pourra qu'handicaper notre démarche vers la paix et la prospérité.

III INTENTIONS ET OBJECTIFS GENERAUX:

Les intentions et les objectifs de ce travail sont:

- 1 étudier les mécanismes par lesquels les nouveaux groupes ethniques et les nouveaux citoyens émergent au Congo,
- 2 discuter le concept de la double ou de multiple nationalités,
- 3 formuler les hypothèses pouvant servir de base aux recherches sur l'ethnicité et la citoyenneté congolaise,
- 3 faire des recommandations qui permettront à nos décideurs de prévenir tout conflit lié à l'ethnicité et à la citoyenneté dans notre pays.

IV LES MÉCANISMES PAR LEQUELS LES NOUVEAUX GROUPES ETHNIQUES ET NOUVEAUX CITOYENS ÉMERGENT AU CONGO

Les mécanismes par lesquels les nouveaux groupes ethniques et nouveaux citoyens apparaissent dans notre pays sont nombreux et très complexes. Mais malgré leur diversité, ces mécanismes sont généralement de quatre types: (i) le métissage biologique, (ii) le métissage ethno-culturel et (iii) la naturalisation, mécanismes à la base de l'émergence de vrais nouveaux citoyens et groupes ethniques, (iv) la fraude ou le mécanisme responsable de l'éclosion de faux nouveaux citoyens et faux groupes ethnique au Congo .

1 LE MÉTISSAGE RACIAL OU BIOLOGIQUE

Le petit Larousse (1998) définit le métissage comme étant le croisement de deux individus de races différentes, et le métis comme le produit de ce croisement. Exemple, un enfant issu du mariage entre une femme de la race blanche et un homme de la race noire, n'est ni noir ni blanc, c'est un métis/hybride. Il existe des métis de différents degrés: (i) les métis de premier degré ou soit les enfants issus des parents des races différentes, mais étant chacun de lignée pure; (ii) les métis de deuxième degré ou les enfants dont les deux parents, ou soit l'un des parents est un métis de premier degré; c'est le cas de notre premier président, Joseph Kasa-Vubu dont l'un des grands-parents fut un coolie chinois venu travailler dans la construction du chemin de fer KinshasaMatadi (Toumaire et Bouteaud, 1963); (iii) les métis de troisième degré sont ceux dont les deux parents ou l'un d'eux est un métis de deuxième degré, les grands-parents étant des métis de premier degré, etc. Prenons un individu IA dont la mère 1 est une indienne et le père A est un arabe, et un homme BN dont la mère B est une blanche et le père N est un noir. L'enfant AI/BN issu du mariage entre AI et BN est un métis de deuxième degré chez qui l'on retrouve les caractères raciaux des Indiens, des Arabes, des Blancs et des Noirs. Si l'individu AI/BN se marie par hasard avec l'individu CEJMP qui est aussi un métis de deuxième degré issu d'un mélange racial de Chinois, d'Esquimaux, de Mongols et de

Pygmée, leur enfant AIBN/CEMP est donc un hybride de troisième degré qui portera les caractères venus de huit différents groupes raciaux, c.à.d., de la race indienne, arabe, blanche, noire, chinoise, esquimaude, Mongoloïde et Pygmée. Les caractères de chacun de ces groupes peuvent se retrouver chez l'enfant AIBN/CEMP d'une manière intermédiaire, dominante ou récessive selon les lois génétiques mendéliennes (Johnson, 1983). En d'autres termes, pendant que les arrière-grands-parents de l'individu AIBN/CEMP ont des origines mono-raciales bien définies, ce dernier (AIBN/CEMP) est d'origine multi-raciale complexe. Il peut, n'importe quand, déclarer son appartenance à la race arabe, à la race blanche, noire, chinoise, esquimaude, mongoloïde ou pygmée, vu ses origines. Un exemple patent de ce concept est celui de Tiger Woods, le champion de golf américain: son père est un métis de premier degré issu des parents noir et blanc, et sa mère est une chinoise du Thaïland. Tiger Woods est donc métis de deuxième degré: il a une chevelure noire et lisse qu'il a héritée de sa mère chinoise; il est d'un teint café au lait, un caractère intermédiaire entre les couleurs de ses grands-parents noir et blanc; il a un nez pointu provenant de son grand-père blanc; ses yeux sont noirs, caractéristique des Africains, et étirés, caractéristique des Chinois. Tiger Woods est Américain. Les Noirs Américains le considèrent comme un Noir. Bien que les Américains blancs ne le considèrent pas comme un Blanc, ces derniers ne le considèrent pas non plus comme un Noir. Vers le début de l'année 1997, il avait visité la Thaïlande, le pays de sa mère, les Thaïlandais l'ont officiellement accueilli comme l'un des leurs. Depuis l'aéroport international de Bangkok jusqu'à son hôtel, on lisait sur les panneaux publicitaires, *"Welcome back home Tiger Woods"* qui veut dire en français, "bienvenue chez toi Tiger Woods". Aux questions des journalistes sur son appartenance, il avait répondu qu'il était Thaïlandais parmi les Thaïlandais, Noir parmi les Noirs, et Blanc parmi les Blancs, puisqu'il ne pouvait nier ni sa mère, ni son père, ni ses grands-parents, car ce serait nier sa propre réalité et ce serait aussi une grande déception pour ses parents et grands-parents. De toutes les façons, Tiger Woods avait reconnu quand même devant les mêmes journalistes que intérieurement, il était conscient qu'il n'était ni Noir, ni Blanc, ni Chinois, mais plutôt un mélange de tout cela. C'est d'ailleurs ce qui fait de lui un véritable Américain étant donné qu'il incarne le concept même du *"melting pot of America"*. En d'autres termes, il admet par là qu'il est Américain, son ethnicité et sa culture n'étant qu'un mélange d'un peu de tout.

2 LE MÉTISSAGE ETHNO-CULTUREL

Comme pour le métissage racial, le métissage ethnique implique le croisement entre deux individus appartenant aux groupes ethniques différents, le métis étant donc le produit de ce croisement. Par exemple, un enfant AB né d'une mère de l'ethnie A et d'un père de l'ethnie B, appartient à la fois à l'ethnie A et B, car d'une façon naturelle, cet enfant appartient à son père et sa mère en même temps. Ce système de descendance bilatérale qui reconnaît toute la parenté biologique d'une personne est en effet le plus répandu en Europe et en Amérique. C'est ainsi qu'au Canada par exemple, c'est très courant qu'une personne dise qu'elle est irlandaise par sa mère et française par son père. Ce concept de descendance bilatérale est aussi partagé par beaucoup de groupes ethniques africains. Au Congo, on le retrouve chez les Lunda, Tyo, Pygmées, etc., (Vansina, 1965). Mais étant donné que ce système ne permet pas de former des groupes permanents, la plupart de cultures congolaises sont à l'origine des systèmes unilinéaires de descendance, c.à.d, patri- ou matrilineaire.

Le patrilignage implique qu'une personne est membre du groupe formé uniquement des descendants des mâles issus d'un ancêtre commun; c'est-à-dire, pendant que les frères et soeurs appartiennent à la même ethnie, les enfants des soeurs sont exclus de ce groupe, alors que ceux des frères y-sont inclus. Le matrilignage par contre, implique qu'une personne est membre du groupe formé uniquement des descendants des femmes, issues d'une même ancêtre commune (Vansina, 1965).

Ce système était conçu non seulement pour manipuler les dynamiques des groupes ou soit prévenir les métissages et les dilutions ethniques à travers les contrats de mariages, mais surtout pour sauvegarder l'unité de ces groupes, et permettre aux chefs de mieux contrôler leur peuple et bien régner. C'est ainsi que sur le plan conceptuel, il n'existe pas de métis dans le système unilinéaire. L'enfant AB cité plus haut, ne peut donc en aucun cas appartenir à la fois à l'ethnie A et à l'ethnie B, dans un système unilinéaire patri- ou matriarcal. 11 doit cependant appartenir soit à l'ethnie A, soit à l'ethnie B, selon les règles préétablies. Cela veut dire que, si les ethnies de la mère et du père sont toutes les deux partrilinéaires, automatiquement l'enfant AB appartient à l'ethnie B, l'ethnie de son père. Si par contre le deux parents sont matrilinéaires, l'enfant AB, appartient plutôt à l'ethnie A, celle de sa mère. Quant à l'appartenance de l'enfant AB au cas où l'un des parents est patrilinéaire (ex, la mère A est Muluba) et l'autre matrilinéaire (ex, le père B est Mukongo), jusqu'à présent, les lois coutumières congolaises sur cette question sont ambiguës.

Quelles que soient les difficultés de lignage pour ce qui est de l'enfant AB, dans le passé, les réponses ne manquaient jamais. Le droit sur la descendance pouvait même être acheté; tel était le cas chez les Bolia et Tomba occidentaux. Quand une dot très faible était payée, les enfants entraient dans le lignage de leur mère alors que quand une dot beaucoup plus forte était payée, c'était un mariage spécial, Isongi, où l'homme achetait le droit sur les enfants qui étaient alors incorporés dans son lignage. Dans les autres groupes ethniques, les règles d'exogamie et d'endogamie (prohibition ou obligation de se marier dans un groupe donné) dictaient le groupe où l'on pouvait ou l'on ne pouvait pas se choisir une conjointe. Toujours pour éviter les complications sur le lignage, il existait des mariages obligatoires (Lunda seulement) et préférentiels qui permettaient aux uns d'épouser les enfants de leurs tantes paternelles et aux autres de se marier avec les enfants de leurs oncles maternels. C'est ainsi que chez les Avungara de l'Uele, les mariages entre frères et soeurs n'étaient pas du tout inconnus.

Dans certains cas, le droit sur la descendance pouvait ou pas être à la base de groupes résidentiels. Il y avait des groupes patrilocaux quand une personne vivait chez son père; matrilocaux quand elle vivait chez sa mère, qui elle-même, ne vivait pas avec son père et avunculolocal quand elle vivait chez son oncle maternel. Seule la combinaison patrilocale et patrilinéaire pouvait, si les femmes allaient s'établir à la résidence de leurs maris, réunir automatiquement tous les hommes d'un patrilignage. La combinaison matrilocale et matrilinéaire avec établissement des maris à la résidence de leurs épouses réunissait les femmes d'un matrilignage. Mais, comme dans la société matrilinéaire du Congo les femmes n'exercent pas d'autorité, cela ne se pratiquait pas. Une combinaison de résidence avunculolocale et les femmes suivant les hommes donnait un noyau de matrilignage. En pratique, toutes les

sociétés patrilinéaires étaient patrilocales, les sociétés matrilineaires étaient soit patri-, soit avunculolocales.

Ces règles ainsi que d'autres dont la mention n'est pas faite ici faute de temps et d'espace, gouvernaient les contrats de mariage sur toute l'étendue du Congo. Le mariage était donc une institution centrale, le fondement même de la famille et de nos groupes ethniques. Chaque membre d'un groupe avait un rôle à jouer dans la gestion des contrats de mariages au sein de ce groupe. C'est ainsi que jusque vers les années dix neuf cent soixante dix, la plus part des jeunes gens nés et grandis dans les villes telles que Kinshasa et Lubumbashi devaient aller au village de leurs parents pour se chercher une épouse qui répondait aux critères cités plus haut. Ceux qui, pour de bonnes raisons, ne pouvaient pas faire ce pèlerinage, recevaient carrément ce qu'on appelle en langage populaire "colis postaux" des épouses en provenance des villages de leurs parents. Par contre, ceux qui, par entêtement, se mariaient contre le gré de leurs parents ou plutôt contre le système de descendance parentale, leurs mariages étaient considérés par la communauté comme étant sans valeur matrimoniale ou un simple concubinage. Un tel couple était isolé de la communauté ethnique parentale et parfois, même maudit par les parents. Mais sur le plan socio-économique, des tels couples semblaient être plus stables que ceux dont les femmes venaient directement des villages. Car les femmes nées et/ou qui ont grandi dans les mêmes milieux que leurs époux n'avaient ni des problèmes d'intégration sociale ni ceux d'adaptation dans leurs nouveaux environnements et ménages; les deux époux chérissaient les mêmes valeurs culturelles. Dans la plupart des cas, ces femmes étaient plus instruites que celles qui étaient importées des villages parentaux. Elles pouvaient facilement travailler dans les firmes locales ou même vendre au marché. Cependant, chez les couples discordants, c.à.d., ceux dont les épouses étaient venues de l'intérieur du pays, une période d'adaptation et d'intégration était presque inévitable.

Durant cette période, les nouveaux mariés ne pouvaient qu'écoper un retard sur le plan social et économique. Beaucoup finisaient par se separer ou divorcer durant cette période à cause de l'inadaptation de l'un ou de l'autre.

Petit à petit, les jeunes citadins ont commencé à se rendre compte de la nécessité de se marier avec des femmes qu'ils connaissaient mieux, c.à.d., celles avec qui ils ont grandi ensemble, celles avec qui ils partagent les mêmes valeurs socio-culturelles, les mêmes points de vue etc. C'est ainsi qu'aujourd'hui, dans les grandes villes, on assiste, sur le plan matrimonial, à un défi démoniaque des règles régissant les mariages dans nos ethnies, notamment l'exogamie, l' endogamie, les mariages obligatoires, préférentiels etc. Les jeunes se choisissent des conjoints eux-mêmes d'une manière libre, sans distinction des groupes ethniques. Sur le plan linguistique, très peu d'enfants nés et grandis en ville peuvent encore s'exprimer dans une langue autre que celle parlée dans nos grandes villes; citons, le Swahili, le Lingala, le Tshiluba ou le Kikongo. Beaucoup, surtout ceux issus des mariages inter-ethniques, ne peuvent ni comprendre ni parler les langues maternelles de leurs parents ou grands-parents.

Dans son travail publié en 1991, le révérend père de Saint Moulin estime que 60,7% de la population de Kinshasa, est né à Kinshasa même. Mais, étant donné que l'auteur ne fait pas mention, dans son travail, des éléments tels que la proportion

de kinois dont les parents et/ou les grands-parents étaient eux-mêmes nés à Kinshasa, la proportion de kinois qui parlent encore les langues de leurs parents ou grands-parents, etc., une information très importante nous échappe encore. Une telle information nous aurait donné une idée générale sur la dynamique de nos groupes ethniques, ainsi que le mécanisme à la base de la disparition de certains groupes (exemple, les bateke sont en voie de disparition), et de la formation ou l'émergence de nouveaux groupes ethniques (exemple, les kinois à Kinshasa, les Lushois à Lubumbashi, les Boyomiens à Kisangani Boyoma etc.).

3 LA NATURALISATION

La naturalisation est une procédure juridique qui permet aux étrangers qui remplissent les conditions imposées par la loi d'un pays d'obtenir légalement la nationalité de ce pays (voir: Gaby Kombe dans "L'AFDL-Canada Et La Diaspora Congolaise: Activités, Pensées, Théories Et Suggestions Pour Une Paix Durable Et Une Reconstruction Rapide Du Congo"). Contrairement aux autres pays où la naturalisation est très fréquente, pour des raisons mentionnées plus bas, au Zaïre de Mobutu la plupart des étrangers optaient de porter la nationalité de notre pays par fraude.

4 LA FRAUDE

C'est le mécanisme responsable de l'éclosion de faux citoyens et de l'apparition d'un faux groupe ethniques au Congo. Dans le contexte de ce travail, toute personne d'origine étrangère remplissant l'une des conditions suivantes est considérée comme citoyen congolais: (i) être le produit d'un métissage biologique ou ethno-culturel dont l'un des parents est Congolais, (ii) être né et/ou avoir grandi au Congo et avoir légalement demandé/acquis la citoyenneté congolaise avant l'âge de 18 ans, (iii) être naturalisé Congolais. Toute acquisition de la nationalité congolaise par le port de faux papiers ou par de fausses prétentions est une fraude; autrement dit, le porteur d'une telle nationalité est un faux Congolais .

Au lendemain de notre indépendance, dans les années soixantes, les étrangers sont venus, nombreux, de tous les coins du monde en quête de nouveaux paturages et/ou d'asile politique. La plupart sont venus des pays limitrophes comme l'Angola, le Congo Bmzaville, la Zambie, La République Centre Africaine, le Rwanda et le Burundi, d'autres sont venus des pays d'Afrique Occidentale comme le Sénégal, le Niger, le Nigéria, et le Ghana, et certains sont venus même des Caraïbes, comme les haïtiens, et du Liban, de l'Europe de l'Est, l'Europe de l'Ouest, etc. De ces groupes, sont sortis de nombreux faux citoyens congolais et très récemment, un faux groupe ethnique est apparu. Mais quelles que soient les origines de ces faux citoyens, les modèles présentés ci-bas résument les circonstances qui ont favorisé et qui favorisent encore la fraude de la citoyenneté congolaise, ainsi que les voies et moyens utilisés pour y arriver.

Le modèle Angolais

Vers les années soixantes, les Angolais ont commencé à fuir en masse l'oppression Salazarienne dans leur pays pour chercher l'asile politique au Congo. Ils se sont établis dans presque toutes nos régions qui partagent la frontière avec l'Angola. Mais Beaucoup, et surtout les militants de l'FNLA d'Olden Roberto, se sont installés à Léopoldville. Pour leur subsistance, la majorité de ces réfugiés faisait le

petit commerce informel, ils vendaient les noix de cola "*makasu*", le *nfunbwa*, etc., et nombreux exerçaient les métiers tel que de savetiers ou de tailleurs aux coins des avenues. Au milieu des années septante, lorsque l'Angola a accédé à la souveraineté nationale, presque tous les Angolais sont rentrés chez eux pour participer à la reconstruction de leur pays. Mais l'escalation de la rébellion montée par l'UNITA de Jonas Savimbi et l'FNLA d'Olden Roberto, contre le pouvoir central majoritaire d'Agustino Neto, a empêché beaucoup d'entre-eux à regagner leur patrie.

Vers le milieu des années quatre vingt, la corruption était presque institutionnalisée au Zaïre de Mobutu, les militaires étaient impayés pendant plusieurs mois, les fonctionnaires publics, n'en parlons même pas. Pour subvenir aux besoins de leurs familles, les militaires et toute la milice de Mobutu avaient pris l'habitude de se poster, la nuit, comme le jour, dans les coins des rues. Tout passant devait exhiber sa carte d'identité "carte pour citoyen", sa carte d'électeur, sa carte de vaccination et parfois même sa carte de baptême; ceux qui manquaient l'un ou l'autre de ces documents devaient payer une rançon, sans quoi, on les passait à tabac. Les plus visés et les plus vulnérables étaient les étrangers ou les porteurs de carte de résident catégorie "A" ou "B".

Face à cette situation, les Angolais, comme d'autres étrangers dans le même cas, avaient carrément fait recours aux fausses cartes d'identité congolaise "carte pour citoyen"; ils étaient alors devenus de faux Congolais après plus ou moins 2 décennies d'exil au Congo. Etant donné cette situation, l'une des questions à laquelle nous devons essayer de répondre est de savoir pourquoi, après un séjour de 2 décennies dans un pays, quelqu'un doit choisir une voie illégale pour obtenir la nationalité de ce pays. Après un séjour de plus ou moins 2 décennies dans n'importe quel pays du monde, on doit normalement être admissible à la citoyenneté de ce pays par naturalisation ou ne fut ce que par clémence humanitaire. En tout état de cause, les éléments suivants peuvent servir de réponses à cette question:

- 1 mauvaise gestion de tout ce qui avait trait à l'immigration, à l'identité, à l'ethnicité et à la citoyenneté au Zaïre de Mobutu. Quiconque pouvait livrer la carte d'identité Zaïroise à n'importe qui, n'importe quand et n'importe où. Il suffisait de donner quelques Zaïres à n'importe quel agent de l'administration municipale pour obtenir une carte d'identité en quelques secondes. Nos cartes d'identité étaient vendues même en dehors de nos frontières: à Butare, à Kigali, à Paris, à Bruxelles et même ici à Montréal, la vente des cartes d'identité congolaises était et continue d'être un commerce très lucratif. Il est donc tout à fait normal qu'une telle facilité d'obtention d'un document si important puisse être alléchante à quiconque qui n'a pas encore sa citoyenneté, y compris ceux en voie d'une obtention légale.

La création d'un ministère qui s'occupera uniquement de la gestion; de tout ce qui a trait à l'immigration, à l'identité, à l'ethnicité et à la citoyenneté est un préalable qu'il nous faut nécessairement pour lutter contre la fraude. Le Canada qui n'a qu'un seul voisin, les USA, et une population moins forte que la nôtre est doté d'un ministère de l'immigration et de la citoyenneté, et pourquoi pas le Congo qui a 9 voisins?

- 2 La crise constitutionnelle caractérisée par: (i) l'ambiguïté ou l'inexistence des lois sur l'immigration, l'identité, l'ethnicité et la citoyenneté au Zaïre de Mobutu, (ii) l'émission

des documents prêtant confusion à tout le monde, c'est le cas de la carte pour citoyen" considérée par beaucoup comme un certificat de citoyenneté congolaise.

3. l'ignorance: plusieurs personnes qui avaient fait recours aux moyens frauduleux pour acquérir notre citoyenneté au Zaïre de Mobutu l'avaient fait par simple ignorance de nos lois sur la citoyenneté. Une telle ignorance était souvent causée par l'inexistence d'une documentation facile à lire et à comprendre; c'est à dire, les lois sur l'immigration et la citoyenneté écrites en langues couramment parlées au Congo, nous citons le Swahili, le Lingala, le Tshiluba et le Kinkongo.

De toutes les façons, il est un peu surprenant que même le décret-loi No 197 sur la citoyenneté que nous même venons de sortir, est uniquement en langue française alors que plus de 90% de la population à laquelle il s'adresse n'a pas une connaissance pratique de cette langue. Néanmoins, pour ce qui nous concerne, nous sommes certains que nos autorités sont au courant de la situation et que d'ici peu, nous serons à mesure de mettre à la disposition des fils et filles de ce pays non seulement les lois sur la citoyenneté congolaise mais aussi les autres lois sur la constitution congolaise en langue qu'ils seront capables de bien lire et de bien comprendre. Car, les lois congolaises sont d'abord et avant tout destinées au peuple congolais.

Le model Ouest-Africain

Les ressortissants d'Afrique de l'Ouest, communément connus au Congo comme les Sénégalais ou les "*Ba Housa , ou Ba Ndingari* " sont venus au Congo en tant que commerçants. Apparemment, ils vendaient des vêtements, des beignets, des objets d'art, etc., mais en réalité ils faisaient le trafic d'or, de liens coloniaux entre les 3 pays, ces derniers n'avaient pratiquement pas de problèmes pour s'installer au Congo c'est-à-dire pour trouver un emploi, pour l'admission de leurs enfants dans les écoles ou dans les universités congolaises, etc. C'est ainsi que les Rwandais étaient devenus omniprésents dans nos entreprises privées, para-étatiques et même dans notre administration publique et gouvernementale. Ils occupaient des postes et fonctions qui, normalement, devraient être réservés au fils et filles du pays. Contrairement aux autres modèles de fraude de la citoyenneté congolaise, le flot de Rwandais au Congo n'avait jamais stoppé un seul jour depuis ses débuts dans les années 1959. Les facteurs et circonstances qui ont favorisé et qui favorisent encore le modèle rwandais de fraude ainsi que les voies et moyens utilisés pour envahir militairement notre pays sont multiples et partagés entre le Congo, le Rwanda et la communauté internationale.

Facteurs et circonstances favorisant les voies et moyens utilisés Côté communauté Internationale:

- 1 Le traumatisme causé par le génocide rwandais engendre la sympathie de tous les pays du monde envers les Tutsis, les seuls soi-disant victimes de ce génocide.
- 2 L'exagération de la sympathie envers les Tutsis peut-être due à l'une ou l'autre des raisons suivantes: (i) l'ignorance totale des causes primaires du génocide rwandais, lesquels si le monde venait de connaître aujourd'hui, peut-être personne ne voudra plus rien entendre des Tutsis, (ii) la conspiration de grandes puissances

étrangères qui, Mobutu parti, cherchent à tout prix de diamant, de cobalt, etc. A Kinshasa, leur fief était dans la commune de Kinshasa. Chaque soir dans les endroits tels que l'avenue Kato, l'avenue Dodoma et l'avenue Kigoma, il n'y avait que la couleur blanche de leurs robes. Le même scénario était reproduit à Lubumbashi devant la poste, sur l'avenue Baluba, l'avenue Basonge et l'avenue Babemba.

Mais en 1963 lorsque Moïse Tshombe était devenu Premier Ministre, l'une de ses premières préoccupations était l'expulsion des Ouest-Africains de notre pays. Beaucoup étaient rentrés chez eux, mais un bon nombre était resté. C'est ainsi qu'après Tshombe, Mobutu leur avait à son tour donné l'ordre de quitter le territoire congolais. Cette fois-ci, très peu étaient restés. Pour garantir leur séjour au Congo ces derniers avaient d'abord abandonné leurs robes, puis ils se procuraient des fausses cartes pour citoyen, souvent avec de petites modifications à leurs noms pour être facilement confondus avec les vrais fils et filles du pays. C'est alors que les Nkrouma étaient devenus des Messieurs Kuluma et les Mamadou, des Messieurs Madu, etc.

Le model Libanais

Les Libanais sont venus au Congo sous l'étiquette d'investisseurs étrangers. Ils ont commencé par ouvrir de petites boutiques des vêtements, des chaussures, etc., pour ensuite entrer dans le trafic clandestin de diamant, de l'or, de cobalt, etc., comme les Ouest-Africains. Mais contrairement à ces derniers, pour garantir leur séjour au Congo ainsi que leurs activités clandestines, chaque Libanais s'était fait parrainer par une autorité locale, souvent les haut cadres des Forces Armées Zairoises (FAZ), les dignitaires de Mobutu, les membres de la famille présidentielle, etc., chez qui ils versaient régulièrement de fortes sommes d'argent en échange avec leur protection. Ce parrainage avait fait des Libanais des super-citoyens congolais ou des intouchables. Ils se permettaient n'importe quoi sur les Congolais et les faisaient arrêter quand cela leur plaisait. Pour exhiber leur puissance et éloigner les dérangeurs, beaucoup de Libanais avaient même donné à leurs enfants les noms tels que Nzimbi, Baramoto, Kamanda, etc.

Il est étonnant que plus ou moins 2 ans après la chute de Mobutu, ces mêmes Libanais soient parmi nous et continuent avec leurs activités comme par le passé. La mise sur pied d'une commission d'enquête chargé d'examiner à la loupe le statut et les activités des Libanais et des autres étrangers présents au Congo est très nécessaire pour débarrasser notre pays des éléments nuisibles à son développement économique et social. Nous ne pouvons plus croiser les bras et contempler ces rapaces dilapider notre patrimoine national sans rien faire. Nos âieux et nos enfants ne nous le pardonneront jamais.

Le model rwandais:

C'est le model le plus complexe et le plus ambitieux que le monde n'a jamais vu en matière de fraude de la citoyenneté. En effet, le Rwanda et le Burundi sont passés par la colonisation belge après la deuxième guerre mondiale pour former, ensemble avec le Congo, les colonies du Congo Belge et du Rwanda-Rundi. Aucun contrôle de papiers était nécessaire pour circuler entre les trois colonies. C'est alors que les Rwandais et les Burundais avaient commencé à fréquenter périodiquement nos montagnes au Kivu pour cultiver ou engraisser leurs bétails. Comme pour se moquer d'eux, la population locale les avait surnommé *Banyamulenge*, ce qui veut

dire, en langue locale, les gens des montagnes. En 1959, les rivalités ethniques entre Hutus et Tutsis et la préparation du Congo Belge à l'indépendance au cours de la même période ont entraîné un exode de Rwandais et de Burundais vers le Congo. Étant donné qu'ils maintiennent leur domination et/ou leur contrôle sur l'Afrique à travers le régime dictatorial minoritaire de Kagame.

Notez que la raison ii semble être plus proche de la réalité dans le sens qu'elle est bien soutenue par les faits suivants: (i) depuis l'accession de l'AFDL au pouvoir le média international ne cesse de parler de la violation de droit de l'homme au Congo où tout le monde (sauf dans les régions occupées par les envahisseurs) jouit de ses droits fondamentaux et de liberté au lieu de parler de la violation de droit de l'homme au Rwanda où de milliers de Hutus sont exécutés chaque jour, (ii) juste après le renversement de Mobutu, le média international parlait déjà des élections au Congo ironiquement, au Rwanda où bientôt la minorité Tutsis aura 5 ans au pouvoir personne ne semble s'interroger sur le problème des élections dans ce pays. Est-ce le Congo seul qui a besoin de la démocratie en Afrique?

3 Refus d'aide au Congo par les grandes puissances sous prétexte que le camarade Kabila doit d'abord instaurer la démocratie au Congo avant qu'ils apportent leur aide au Congolais.

4 Complicité entre l'ONU et les grandes puissances dans la gestion de la question du massacre des réfugiés hutu par les Tutsis pendant la guerre de la libération du Congo: bien que l'ONU et ses complices savaient très bien que ces massacres étaient perpétrés et dirigés par Kigali, ils ont associé le nom du camarade Kabila dans cette opération pour le discréditer sur plan international.

5 Silence absolu de l'ONU, des ONG(s), des organismes internationaux de protection des droits de l'homme et des grandes puissances du monde devant les viols, les massacres et les abus commis et qui continuent d'être commis par les soldats tutsis sur la population civile congolaise.

6 Visite du Président Américain, Bill Clinton, en Ouganda et au Rwanda. Côté Rwanda:

1 Génocide rwandais et prise de pouvoir par la minorité Tutsis.

2 Début d'une campagne pour la re-définition des frontières africaines afin de donner plus d'espace à ceux qui en manquent, ou soit les Tutsis.

3. Présence de nombreux anciens faux Congolais au sein du cabinet de Kagame: au moins 1/4 du cabinet de Kagame est composé d'anciens Kasapards, d'anciens étudiants de l'université de Kinshasa, etc. Étant donné que ces leaders avaient porté frauduleusement la nationalité et perçu frauduleusement la bourse d'étude congolaise pendant des années sans aucun problème, étant donné qu'ils s'étaient accaparés des quotas réservés aux ressortissants du Kivu, du Shaba, etc. pour se faire admettre aux études supérieures sans aucune réaction de nos parents, le leadership rwandais était tout à fait convaincu que les Congolais ignoraient leurs droits fondamentaux et légitimes ainsi que leurs devoirs et leurs responsabilités vis-à-vis de leur pays. Pour ce fait, les Rwandais pouvaient même nous arracher notre beau pays. " Trop bon trop couillon".

- 4 Naissance du concept "Banyamulenge ou Tutsi du Congo": puisqu'il fallait que les autorités de Kigali puissent justifier, sur le plan international, le bien fondé de leur agression/invasion d'un pays souverain, le Congo, ils ont sorti le concept "Banyamulenge ou Tutsi du Congo".
- 5 Livraison des cartes d'identité congolaise "carte d'identité pour citoyen" et des passeports congolais aux Tutsis à partir de Kigali, Butare, etc.

Coté Congo:

- 1 Crise constitutionnelle et mauvaise gestion de service de l'immigration et de tous les problèmes ayant trait à l'identité, à l'ethnicité et à la citoyenneté au Zaïre de Mobutu: Par exemple, le décret-loi de 1972 relatif à l'octroi de la citoyenneté congolaise à tout Rwandais arrivé au Congo avant 1960 n'avait pas été mis en application comme il fallait. Normalement un tel décret loi devrait être suivi de la prestation de serment de fidélité à notre pays par les nouveaux citoyens et de la remise des certificats de citoyenneté à ces derniers. Cela aurait permis, au besoin, de bien distinguer les Rwandais (Hutu/Tutsi) qui étaient congolais, de ceux qui ne l'étaient pas. De même, le décret loi de 1981 relatif au retrait de la citoyenneté congolaise aux Rwandais devrait être suivi du retrait de certificat de citoyenneté et de l'octroi des cartes de résidence à ceux qui le méritaient et de l'expulsion des irréguliers.

2 L'hospitalité aveugle des Congolais.

Mise au point: il est temps que les Congolais puissent re-examiner leur hospitalité vis-à-vis des étrangers. Chaque fils et fille du Congo qui est en contact avec un étranger doit se faire le devoir de lui poser la question de savoir d'où il vient et quand compte-t-il rentrer chez lui. C'est drôle comme question mais, c'est ce genre de questions que nous qui vivons à l'étranger confrontons tous les jours. Ces questions sont très importantes dans ce sens qu'elles rappellent inséssamment aux concernés qu'ils ne sont pas chez eux et qu'il faudrait qu'ils songent à rentrer un jour chez eux.

3 L'avènement de l'AFDL: il est vrai que l'AFDL est venu avec un bon nombre d'étrangers pour renverser le régime fasciste de Mobutu. Mais à la fin de leur mission certains étrangers étaient rentrés chez eux mais les Tutsis ont refusé de rentrer chez eux, ils n'ont pas voulu céder leurs places aux fils et filles du pays. Un tel acte est un abus de confiance patent que la communauté internationale devrait normalement condamner. Le Zimbabwe qui a combattu pendant des années à coté des Forces Armées Mozambicaines pour neutraliser la rébellion du FRELIMO de Dhlakama Dhlakani, a-t-il exigé une portion du territoire Mozambicain ou des postes ministériels au Mozambique?

2 Présence d'un Rwandais, Mr Bizimana Kahara, au poste du ministre des affaires étrangères.

3 Pléthore des Tutsis dans les postes stratégiques militaires, politiques et administratifs du Congo, (voir Chapitre III: les Banyamulenge ou Tutsi du Congo: un concept ou un véritable groupe ethnique du Kivu?)

4 Mise-en pratique du concept "Banyamulenge ou Tutsi du Congo" et apparition soudaine d'un nouveau groupe ethnique, les "Banyamulenge". Tout Tutsi présent au Congo ou qui a séjourné au Congo ne fut-ce que quelques heures était automatiquement devenu Munyaamulenge. C'est le cas de Bizimana Kahara qui est devenu Munyaamulenge après avoir passé, sous nos regards, quelques 3 ans à l'Université de Lubumbashi. Plus fort encore, les Hutus ne sont pas inclus dans ce nouveau group ethnique. Or, le terme banyamulenge ou "les gens des montagnes" en usage au Kivu depuis des années, n'a jamais été utilisé pour désigner uniquement les Tutsis, mais aussi les Hutus, y compris certains groups autochtones du Kivu qui cultivaient et/ou engraisaient leur bétail dans les montagnes. Si aujourd'hui ce terme ne signifie plus une injure mais plutôt une véritable conscience d'appartenance, cette conscience doit nécessairement être transcendée dans toute la descendance de la communauté à laquelle le terme Banyamulenge s'appliquait, c'est à dire les Hutus, les Tutsis et certains groups autochtones du Kivu. Le fait d'avoir exclu certains dans la manifestation d'une telle conscience, c'est à dire dans la définition même de ce nouveau groupe, est un manquement grave qui ne peut que nous amener à conclure que la conscience banyamulenge est une fabrication liée aux intérêts d'un groupe donné. Etant donné la notion de la dynamique des groupes selon Lewin, (1948), une telle exclusion renforcée par l'inclusion des nouveaux venus comme Bizimana Kahara, démontre carrément

que les intérêts et objectifs des Tutsis sont tout à fait différents de ceux des Hutus et des autochtones du Kivu ou des Congolais en général. D'ailleurs, Zaidi Ngoma, l'ex-président du Rassemblement Démocratique Congolais (RDC) l'a bien articulé dans le média en disant que les intérêts et objectifs des Tutsis ou des "soi-disants Banyamulenge" étaient différents de siens et de ceux des autres Congolais qui sont encore dans le camp rwandais.

Bien que la majorité des Rwandais soient de faux citoyens congolais, il y en a quand même qui, dans le contexte de ce travail, ne méritent rien d'autre que la nationalité congolaise. C'est le cas de Mr Léon Lobitz ou Kengo wa Dondo, ancien premier ministre au Zaïre de Mobutu. Apparemment, il est né au Congo et il a grandi au Congo, même quand il parle, on sent un accent congolais et non un accent polonais ou rwandais. Beaucoup d'autre congolais d'origine rwandaise sont dans le même cas que Kengo. Mais comme dans tous les pays du monde, il existe des règles et des procédures qu'il faut suivre pour porter la nationalité; au Congo aussi il y a des règles et des procédures que nous devons tous suivre pour porter la nationalité congolaise et par là, garantir la sécurité et le bien-être de nos enfants. Ici, il est donc question que Kengo, et tout le monde dans son cas, puissent suivre les procédures établies par la loi congolaise pour légaliser et légitimer leur appartenance à la nation congolaise. Ceci dit, 3 étapes sont indispensables pour une bonne gestion du conflit qui oppose le Congo avec le Rwanda et l'Ouganda.

- 1 Mise sur pied d'une commission nationale d'enquête et de vérification composée des Congolais et des observateurs étrangers du Zimbabwe, de l'Angola, de la Belgique, des USA, etc.

Cette commission aura pour tâche: (i) de vérifier, cas par cas, les identités et les racines congolaises des Rwandais en particulier et des autres étrangers, en général qui se réclament la nationalité congolaise, (ii) recommander auprès du ministère de l'immigration et de la citoyenneté tous ceux qui remplissent les conditions d'acquisition de la citoyenneté congolaise afin d'obtenir un certificat de citoyenneté, bien sûr, après une prestation de serment de fidélité et d'allégeance à la nation congolaise et une promesse de respect des lois et des obligations liées à la citoyenneté congolaise.

- 2 Relocation des Rwandais qui seront reconnus congolais vers les provinces congolaises autres que celles qui partagent la même frontière avec le Rwanda, le Burundi, et l'Ouganda
- 3 Evacuation vers leurs pays d'origines des "sans-papiers" ou les étrangers (Rwanda, Burundi, Ouganda, Français, etc.) qui ne seront pas reconnus citoyens congolais, résident permanent du Congo ou résident temporaire.

Remarque: la France, la Belgique, les USA, etc., évacuent tous les jours les sans-papiers de leurs pays. Il est donc tout à fait normal que le Congo puisse aussi se débarrasser de "ses irréguliers".

Prévention de la fraude

- 1 d'une banque centrale des données où les données personnelles de toute personne présente dans notre pays seront enregistrées / gardées.

- 2 Création d'un ministère de l'immigration et de la citoyenneté qui aura pour tâche la gestion de tout ce qui a trait à l'immigration, l'identité, l'ethnicité et la citoyenneté.
- 3 Emission d'une carte d'identité fiable, de préférence métallique (comme pour le Zimbabwe) avec émission centralisée dans un centre situé dans un coin réculé du Congo (ex., Malemba Nkulu, Idiofa, etc.). Ce centre aura aussi la charge d'émettre les passeports congolais et sera sous la gestion du ministère de l'immigration et de la citoyenneté.
- 4 Restauration du pouvoir des chefs traditionnels abolis par Mobutu, et installation des chefs des avenues ou des chefs des rues, des chefs des quartiers, etc., qui travailleront main dans la main avec les dirigeants communaux. Un tel système jouera un rôle capital dans l'identification des inconnus et de toute personne nuisible à notre pays.
- 5 En tout état de cause, la situation actuelle du Congo nous exige de reexaminer de près tous les paramètres liés aux problèmes d'identité, d'ethnicité et de citoyenneté dans notre pays, *"à savoir, "qui est qui?; qui peut devenir qui?; quand, qui peut devenir qui?; où, qui peut devenir qui?; pourquoi, qui peut devenir qui?, etenfin pourquoi, qui ne peut pas devenir qui?" , comme cela est le cas dans les pays qui prospèrent aujourd'hui. Tout manquement dans la résolution de ces questions sera un handicap à la paix et la prospérité dont les filles et fils de ce pays ont droit. Soucieux de ce problème, Le C.P.P.-Canada a mis sur pied un groupe de travail avec pour mission de mener une enquête ethno-démographique au sein de la communauté congolaise du Canada, afin d'examiner les paramètres qui, non seulement démontreraient l'existence d'une dynamique ethnique au sein de cette communauté, mais aussi expliqueraient les voies et moyens nécessaires afin que l'impact d'une telle dynamique puisse être favorable et profitable au peuple congolais.*
- 6 Ceci, avec l'espoir que les résultats d'un tel travail serviront de base pour des études beaucoup plus avancées ou détaillées et d'un point de départ pour une création éventuelle d'un centre de recherche sur les relations inter *ethniques* et raciales au Congo

V ENQUETE ETHNO-DEMOGRAPHIQUE DES CONGOLAIS DU CANADA

Compte tenu du manque des données sur la dynamique de nos groupes ethniques, et sur les mécanismes qui conduisent à l'apparition de nouveaux groupes, une enquête ethno-démographique des congolais résidant au Canada était organisée avec comme objectifs:

1 OBJECTIFS SPECIFIQUES

- i évaluer le taux des métis ethno-culturels parmi les congolais du Canada,
- ii estimer les proportions de ceux qui, parmi eux, peuvent encore parler les langues de leurs parents/grands-parents,
- iii examiner les fréquences annuelles des mariages mono- et inter-ethniques parmi eux,
- iv évaluer le taux de ceux qui, parmi eux, seraient en faveur d'un système de double/multiple nationalités au Congo.

2 METHODES:

Un questionnaire simple (voir annexe) composé de 10 items a été préparé selon les normes et recommandations de Woodward et Chambers (1980). Quatre enquêteurs ont été choisis parmi les membres de la diaspora congolaise. Les explications nécessaires pour l'administration du dit questionnaire leur ont été fournies. Les noms des participants ont été tirés au hasard du registre des congolais ayant participé aux conférences, aux rassemblements de masse, ou à toute autre activité sociale ou révolutionnaire organisée par l'AFDL-Canada. Une brève explication des objectifs et intentions de l'enquête a été donnée aux intéressés avant de demander leur consentement pour faire partie de cette étude. Chaque famille était représentée par le père ou la mère, mais pas les deux à la fois. L'interview a eu lieu soit face à face chez le participant, soit par téléphone. Par une série de tables de contingence de Mantel Haenszel (Mantel, 1963; 1977), nous avons estimé:

- (i) la proportion de participants issus d'unions mono et inter-ethniques selon leur lieu de naissance;
- (ii) le taux des mariages mono et inter-ethniques parmi les participants selon leur lieu de naissance, selon leur lieu de résidence au Congo, et selon le genre d'union parentale;
- (iii) la proportion de participants parlant la/les langue(s) maternelle(s) de leurs parents selon le genre d'union parentale;
- (iv) la proportion de participants ayant des enfants qui parlent leur langue maternelle ou celle de leurs parents (grands-parents pour les enfants);
- (v) la fréquence annuelle des mariages mono et inter-ethniques parmi les participants;
- (vi) le taux des participants qui préconisent l'introduction d'un système de double ou multiple nationalité au Congo.

Le test de Q-carré, ou la technique d'intervalle de confiance binomiale sur le pourcentage (Sokal et Rohlf, 1981) étaient utilisés pour comparer les différents groupes soumis à l'étude. Le niveau de signification était fixé à 95%. L'entrée et l'analyse des données étaient effectuées au bureau du Vice-Président, AFDL-Canada, Montréal, avec l'aide d'un ordinateur Power Macintosh 6400/80 et du logiciel SAS. L'enquête a commencé au mois de juin 1997 et s'est terminée au mois de septembre 1997.

3 RESULTATS

Cent soixante quatre familles ont été approchées, parmi lesquelles 143 ont accepté de participer à l'enquête soit 87% du total des familles approchées. Les résultats présentés dans le Tableau 1 indiquent que: 64, 34% des participants étaient nés en villes (c.à.d., à Kinshasa, à Lubumbashi, Kisangani, etc.). Parmi eux, 42,66 étaient issus de ménages mono-ethniques et 21,68% (soit 34% du total des participants nés en villes) de mariages inter-ethniques. Sur les 35,66% des participants nés en dehors des villes, 30,07% étaient issus des couples mono-ethniques et 5,59% (soit 16% seulement du total des individus nés en dehors des villes) étaient issus des couples inter-ethniques. De même, sur les 64,34% des participants nés en villes (Tableau 2), 27,97% avaient une union mono-ethnique, alors que 36,36% (soit 56,5% du total des participants nés en villes) avaient des mariages inter-ethniques.

Le même tableau révèle que sur les 35,66% des participants nés en dehors des villes, 25,87% ont une union monoethnique et 9,79% (soit 27,45% du total des participants nés en dehors des villes) ont un mariage inter-ethnique. Quant au genre de mariage des participants selon leur lieu de résidence ou points d'attache au Congo, indépendamment de leur lieu de naissance, le Tableau 3 montre que sur 77,62% des participants avec résidence ou point d'attache en grandes villes, 35,66% ont une union monoethnique et 41,96% (soit 54,05% du total des participants résidant en villes) ont une union inter-ethnique. Le même tableau indique que sur les 22,38% des participants ayant leur point d'attache en villes, 4,20% (soit 18,75% du total) ont un mariage inter-ethnique et 18,18% un mariage mono-ethnique. L'examen de genre d'union des participants par le genre d'union parentale (Tableau 4), a révélé que sur les 27,27% des participants issus d'union inter-ethnique, 21,68% avaient eux-mêmes une union inter-ethnique contre 5,59% seulement (soit 20,51% du total des participants issus des mariages inter-ethniques) avaient des ménages mono-ethniques (ceci au cas où nous assumions que ces participants n'étaient pas eux-mêmes des métis, mais plutôt membres d'un des groupes ethniques parentaux). Sur les 53,85% des participants qui pouvaient parler la/les langue/s maternelle/s de leurs parents (Tableau 5), 46,85% étaient issus des familles mono-ethniques et 6,99% (soit 13% du total des participants pouvant parler la/les langue/s de leur parents) des ménages inter-ethniques; 30,07% étaient nés dans les grandes villes et 23,78% étaient nés en dehors de grandes villes (Tableau 6). Sur les 46,15% des participants qui ne pouvaient pas parler la/les langue/s maternelle/s de leurs parents, 34,27% étaient nés dans les grandes villes et 11,89% étaient nés en dehors de grandes villes (Tableau 6). La proportion des participants dont les enfants pouvaient parler les/la langue/s maternelle/s de leurs grands-parents selon le genre de leur union (Tableau 7) indique que, sur les 22,38% des couples dont les enfants pouvaient encore s'exprimer en langue maternelle, 19,58% étaient mono-ethniques alors que 2,80% (soit 12% de leur total) étaient inter-ethniques. Quant à la dualité ou multiplicité de nationalités (Tableau 8), 90,91 % des participants avaient indiqué que la double nationalité était un droit légitime et inaliénable de leurs enfants contre 9,09% seulement qui avaient suggéré le contraire. L'examen de la fréquence de mariage mono et-inter-ethnique présenté dans la fig 1 accuse une croissance remarquable sur le taux de mariages inter-éthniques de 1962 à 1997, et une baisse proportionnelle sur le taux de mariages mono-ethniques. Les données beaucoup plus détaillées sur les taux de mariages mono et inter-ethnique dans la diaspora congolaise du Canada sont exposées dans le

Tableau 9.

Tableau 1: Genre d'union des parents de participants selon le lieu de naissance des participants (%)

Lieu de naissance des Participants	Genre d'Union des Parents des Participants__			N
	Mono-ethnique	Inter-ethnique	Total	
Grandes Villes	42,66 ^a	21,68 ^b	64,34	92
En dehors de Grandes Villes	30,07 ^a	5,59 ^b	35,66	51
Total	72,73 ^a	27,27 ^b	100,00	
N	104	39		143

La différence entre les lettres (ex: a et b) indique que la différence entre les valeurs comparées dans les deux colonnes est significative ($P < 0.05$).

Les résultats présentés dans ce tableau indiquent que 64,34% des participants étaient nés en grandes villes; parmi eux, 42,66% étaient issus d'union parentale mono-ethnique, et 21,68 d'union parentale inter-ethnique; 35,66% des participants étaient nés en dehors de grandes villes, parmi eux, 30,7% étaient issus des couples mono-ethniques et 5,59% des couples interethniques. Au total, 72,73% des participants étaient nés des mariages mono-ethniques et 27,27% des mariages inter-ethniques, une différence très significative.

Tableau 2: Genre d'union des participants selon leur lieu de naissance (%)

Lieu de naissance au Congo	Genre d'Union des Participants			N
	Mono-ethnique	Inter-ethnique	Total	
Grandes Villes	27,97 ^a	36,36 ^a	64,34	92
En dehors de Grandes Villes	25,87 ^a	9,79 ^b	35,66	51
Total	53,85 ^a	46,15 ^a	100,00	
N	77	66		143

La différence entre les lettres (ex: a et b) indique que la différence entre les comparées dans les deux colonnes est significative ($P < 0.05$).

Les résultats présentés dans ce tableau indiquent que 64,34% des en grandes villes, parmi eux, 27,97% avaient contracté un mariage mono-mariage inter-ethnique; 35,66% des participants étaient nés en dehors des eux, 25,87% avaient une union mono-ethnique et 9,79% étaient des couples total, 53,85% des participants avaient des unions mono-ethniques et 46,15% inter-ethniques, une différence non significative. En comparaison avec le suggèrent l'existence d'une dynamique des mariages mono-ethniques vers ethniques, ce qui pourrait, à la longue, aboutir à l'apparition des métis ethno-4e, 6e, degré etc., ou toute une autre ethnie.

Tableau 3: Genre d'union des participants selon leur lieu de résidence au Congo (%)

Lieu de Résidence au Congo	Genre d'Union des Participants		Total	N
	Mono-ethnique	Inter-ethnique		
Grandes Villes	35,66 ^a	41,96 ^a	77,62	111
En dehors de Grandes Villes	18,18 ^a	4,20 ^b	22,38	32
Total	53,85 ^a	46,15 ^a	100,00	
N	77	66		143

La différence entre les lettres (ex: a et b) indique que la différence entre les comparées dans les deux colonnes est significative ($P < 0.05$).

Ce tableau présente le même profil que la Table 2.

Tableau 4: Genre d'union des participants par genre d'union parentale (%)

Genre d'Union Parentale	Genre d'Union des Participants		Total	N
	Mono-ethnique	Inter-ethnique		
Mono-ethnique	48,25 ^a	24,48 ^b	72,73	104
Inter-ethnique	5,59 ^a	21,68 ^b	27,27	39
Total	53,85 ^a	46,15 ^a	100,00	
N	77	66		143

La différence entre les lettres (ex: a et b) indique que la différence entre les comparées dans les deux colonnes est significative ($P < 0.05$).

Les résultats présentés dans ce tableau indiquent que 72,73% des issus des unions mono-ethniques, parmi eux, 48,25% avaient eux-mêmes ethniques, tandis que 24,48% avaient des ménages inter-ethniques; 27,27% étaient issus des couples inter-ethniques, parmi eux, 21,68% avaient eux-inter-ethniques et 5,59% seulement avaient des ménages mono-ethniques;

significative et qui suggère que la chance de former une union inter-ethnique était chez les participants issus des unions inter-ethniques que chez ceux qui étaient mono-ethniques. Ces résultats sont une preuve patente d'une dynamique ethnique par un métissage continu d'une génération à l'autre.

Tableau 5: Participants parlant la/les langue(s) maternelle(s) de leurs parents selon le genre d'union parentale (%)

Participants	Genre d'union parentale		Total	N
	Mono-ethnique	Inter-ethnique		
Parle la langue parentale	46,85 ^a	6,99 ^b	53,85 ^α	66
Ne parle pas la langue parentale	25,87 ^a	20,28 ^a	46,15 ^α	77
Total	72,73	27,27	100,00	
N	104	39		143

La différence entre les lettres (ex: a et b) indique que la différence entre les comparées dans les deux colonnes est significative ($P < 0.05$). La différence Grecques (a. et P) indique que la différence entre les valeurs comparées dans significative ($P < 0.05$).

Les résultats présentés dans ce tableau indiquent que 53,85% des participants parler la/les langues de leurs parents, parmi eux, 46,85% étaient issus d'unions ethniques et 6,99% étaient issus d'unions inter-ethniques; 46,15% des pas parler la/les langue/s de leurs parents, parmi eux, 25,87% étaient issus des ethniques et 20,28% des ménages inter-ethniques.

Tableau 6: Participants parlant la/les langue/s maternelle/s de leurs parents selon leur lieu de naissance au Congo (%)

Participants	Lieu de naissance au Congo		Total	N
	Grandes Villes	En dehors de GV*		
Parle la langue parentale	30,07 ^a	23,78 ^a	53,85 ^α	77
Ne parle pas la langue parentale	34,27 ^a	11,89 ^b	46,15 ^α	66
Total	35,66	64,34	100,00	
N	51,00	92		143

*grandes villes. La différence entre les lettres (ex: a et b) indique que la différence entre les valeurs comparées dans les deux colonnes est < 0.05 . La lettre Grecque (α et β) indique que la différence entre les valeurs comparées dans les rangées est significative ($P < 0.05$). Les résultats dans ce tableau indiquent que 53,85% des participants parlaient la/les langue/s de leurs parents, parmi lesquels 34,07% étaient nés en grandes villes et 23,78% étaient nés en dehors de grandes villes. Parmi les participants qui ne parlaient pas la/les langue/s de leurs parents, 34,27% étaient nés en grandes villes et 11,89% étaient nés en dehors de grandes villes.

Tableau 7: Participants dont les enfants parlent la/les langue/s maternelle/s de leur(s) grand(s)-parent(s) selon le genre de leur union (%)

Enfants des participants	Genre d'union des participants		Total	N
	Mono-ethnique	Inter-ethnique		
Parle la langue des grands-parents	19,58 ^a	2,80 ^b	22,38 ^α	32
Ne parle pas la langue des grands-parents	34,27 ^a	43,36 ^a	77,62 ^β	111
Total	53,85	46,15	100,00	
N	77	66		143

La différence entre les lettres (ex: a et b) indique que la différence entre les valeurs comparées dans les deux colonnes est significative ($P < 0.05$). La différence entre les lettres ($P < 0.05$).

Les résultats présentés dans ce tableau indiquent que 22,38% des participants avaient des enfants qui pouvaient parler la/les langue/s de leurs grands-parents, parmi eux, 19,58% étaient issus d'unions mono-ethniques et 2,80% étaient issus d'unions inter-ethniques. 77,62% des participants avaient des enfants qui ne pouvaient pas parler la/les langue/s de leurs grands-parents, parmi eux, 34,27% étaient issus des ménages mono-ethniques et 43,36% des ménages inter-ethniques. Une différence significative s'accuse sur le total où 22,38% d'enfants des participants pouvaient parler la/les langue/s maternelle/s de leurs grands-parents contre 77,62% qui ne pouvaient pas.

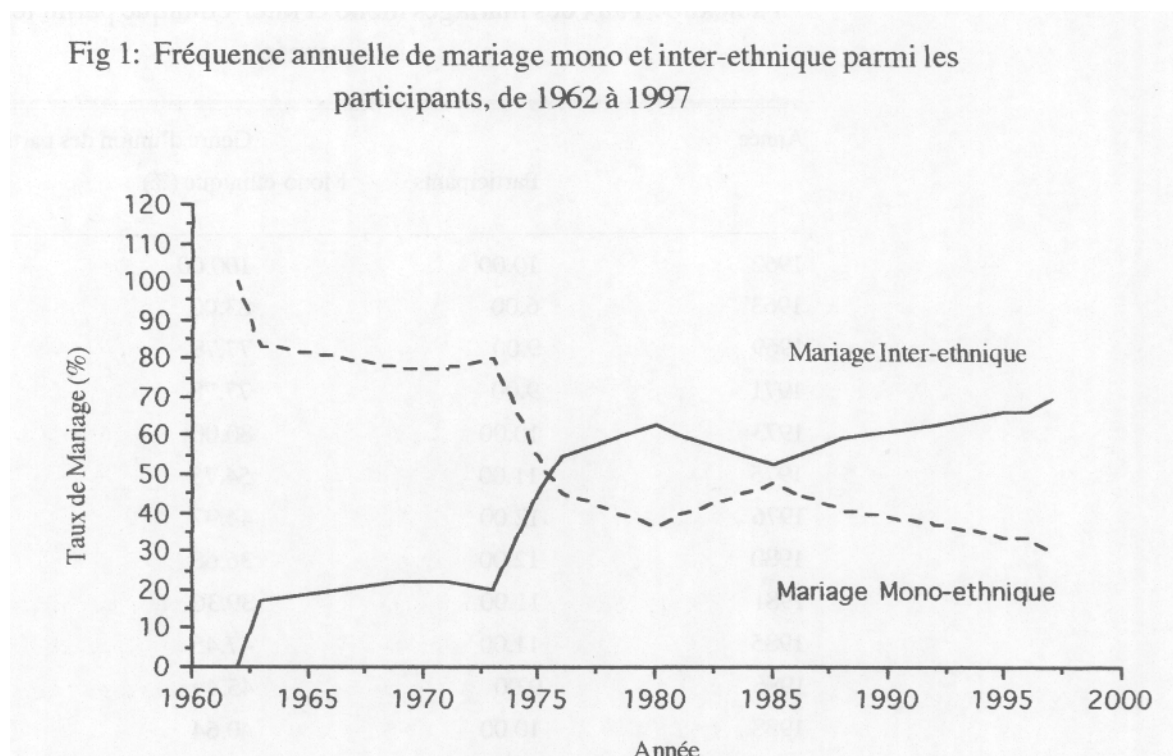
Tableau 8: Participants qui soutiennent que la double nationalité est un droit légitime et inaliénable de leurs enfants selon leur genre d'union (%)

En faveur de la double nationalité	Genre d'union des participants		Total	N
	Mono-ethnique	Inter-ethnique		
Oui	46,15 ^a	44,76 ^a	90,91 ^α	130
Non	7,69 ^a	1,40 ^a	9,09 ^β	13
Total	53,85 ^a	46,15 ^a	100,00	
N	77	66		143

La différence entre les lettres (ex: a et b) indique que la différence entre les comparées dans les deux colonnes est significative ($P < 0.05$). La différence Grecques (a et P) indique que la différence entre les valeurs comparées dans significative

($P < 0.05$).

Les résultats présentés dans ce tableau indiquent que plus de 90% de en faveur de la double nationalité, parmi eux, 46,15% avaient une union mono- 44,76% avaient une union inter-ethnique; 9,09% seulement étaient contre la parmi eux 7,69% avaient une union mono-ethnique et 1,40% avaient une union inter-ethnique.



La ligne pointillée indique une baisse du taux de mariage mono-ethnique, par contre, la ligne dure dénote une croissance assez remarquable du taux de mariage inter-ethnique. En d'autres termes, chaque année, le taux de mariage mono-ethnique diminue au profit des mariages inter-ethniques. Ces données mettent en évidence la dynamique ethno-culturelle existant dans nos communautés, surtout dans les grandes villes. C'est cette dynamique qui est à la base de la disparition de certaines ethnies et la parution des autres (voir Tableau 9 pour plus de détails).

Tableau 9: Taux des mariages mono et inter-ethnique parmi les participants par année

Année	Genre d'union des participants_		
	Participants	Mono-ethnique (%)	Inter-ethnique (%)
1962	10.00	100.00	0.00
1963	6.00	83.00	17.00
1969	9.00	77.78	22.22
1971	9.00	77.78	22.22
1973	10.00	80.00	20.00
1975	11.00	54.75	45.25
1976	12.00	44.97	55.03
1980	12.00	36.68	63.32
1981	11.00	39.36	60.64
1985	11.00	47.45	52.55
1986	9.00	45.44	54.56
1988	10.00	40.64	59.36
1992	8.00	37.00	63.00
1995	9.00	33.42	66.58
1996	3.00	33.33	66.67
1997	3.00	30.00	70.00
TOTAL	143.00	53,85	46,15

4. DISCUSSION

Ce document est un travail très important pour notre pays dans le sens qu'il discute, pour la première fois, d'une manière scientifique, les relations interethniques et raciales au Congo. Les fréquentes consultations avec les spécialistes en culture congolaise tels que: Albert Bondo (1997), Gerard Buakasa (1997) et Shimuna Mini Congo (1997), ainsi qu'une vaste revue de la littérature scientifique et socio-culturelle congolaise ont fortement contribué à la qualité et au caractère multi-disciplinaire de ce travail.

L'une des révélations les plus importantes dans ce travail est le passage du taux des couples inter-ethniques de 27,27% chez les parents des participants à 46,15% chez les participants. Ce passage soutenu par les taux annuels de plus en plus élevés des mariages inter-ethniques contre les taux de plus en plus faibles des mariages mono-ethniques (Figure 1, Tableau 9) n'est en fait qu'une réflexion de la dynamique de nos groupes ethniques. A cette allure, au bout de plusieurs générations, il ne sera plus possible d'identifier les groupes ethniques dans lesquels appartiendront certains congolais. D'ailleurs, les données présentées dans la Table 4 montrent que parmi les individus qui ont participé à cette étude, beaucoup avaient déjà des difficultés pour s'identifier comme membre d'un groupe ethnique précis. Sur les 27,27% des participants issus des couples inter-ethniques, 21,68% (Table 4) soit 79,50% du total des participants issus des mariages inter-ethniques ont eux-mêmes, aussi formé des ménages inter-ethniques. Ce qui veut dire que les enfants de ces derniers étaient des métis de deuxième génération. Pire encore est que sur les 77,62% des participants dont les enfants ne pouvaient pas parler les langues maternelles de leurs grands-parents, 43,36% étaient issus des mariages inter-ethniques. Ces enfants qui ne connaissent ni la langue de leurs pères ni celle de leurs mères, dans la majorité des cas, ne parlent que les langues parlées dans les villes où ils ont grandi. C'est ainsi que par leur parler, leur pensée, leur perception des choses, en un mot, tout ce qui fait d'eux ce qu'ils sont, ces enfants s'identifient mieux comme originaires/ressortissants des villes où ils sont nés, où ils ont grandi, que comme membres des groupes ethniques de leurs parents/grands-parents. D'ailleurs, les origines d'une personne, c'est d'abord là où cette personne a vu le jour, là où elle a pris sa première bouffée d'air. Bien que les origines de nos parents soient aussi les nôtres, elles ne le sont cependant qu'à titre lointain plutôt qu'immédiat. Or, ce qui compte c'est l'origine immédiate; car, c'est cela qui fait de nous ce que nous sommes, c'est cela donc qui définit notre identité. Au Congo comme ailleurs, nous ne pouvons pas nous identifier aujourd'hui par nos origines lointaines, sinon les migrations qui ont amené nos grands-parents du Nord vers le Sud, de l'Est vers l'Ouest et vice-versa, feront de nous tous, des étrangers sur notre propre sol.

Le problème de la double nationalité était aussi examinée dans cette enquête ethno-démographique, et 90,91% des participants avaient indiqué que la double nationalité était un droit légitime et inaliénable de leurs enfants contre 9,09% seulement qui avaient soutenu le contraire. Si ces participants reconnaissent ce droit là à leurs enfants, cela veut dire qu'ils sont prêts à reconnaître ce même droit aux autres personnes étant dans la même situation que leurs enfants. Par ce fait même il en découle que les congolais sont d'accord à ce qu'un individu puisse être à la fois Muluba et Mukongo, où encore Muluba-Mukongo-MuyakaMongo-Mbunza-Muyanzi-

Musakata-Mukusu-Lokele. Les deux cas sont tout à fait légitimes. Mais, pendant que le premier cas est clair et très pratique, le second est complexe et ambiguë à cause de l'implication des origines lointaines dans le processus d'identification de cet individu. Mais si, par contre, on se limite aux origines immédiates d'une telle personne, cette ambiguïté sera écartée sans équivoque; car, son identité sera purement et simplement celle du lieu où elle est née et d'où elle a grandi, c.à.d. celle du lieu qui l'a inventée. Donc, un individu aux origines Muluba-Mukongo-Muyaka-Mongo-Mbunza-Muyanzi Musakata-Mukusu-Lokele, né et grandi à Kinshasa est un Kinois. De toutes les façons ce problème, et celui de la dualité/multiplicité de nationalité sont discutés avec un peu plus de détails dans la section qui suit.

L'une des questions que nos lecteurs pourront se poser est celle de la représentativité des données publiées dans ce travail. En effet, malgré les qualités multidisciplinaires et scientifiques de ce travail, les auteurs n'ont aucune prétention que les données présentées ici sont à cent pour cent représentatives de la situation dans notre pays. Ceci, pour trois raisons principales: (i) l'échantillon étudié n'a pas été tiré directement du Congo, d'où la possibilité que l'information tirée de ces données ne puisse adresser qu'une situation propre à la diaspora congolaise du Canada, sans aucune relation avec la situation réelle au Congo; (ii) aucune démarche n'a été faite pour que la taille du dit échantillon soit conforme aux exigences statistiques, d'où la difficulté de tirer des conclusions inférentielles; (iii) la validité et la fiabilité du questionnaire utilisé n'ont pas été établis, d'où: (a) la possibilité d'avoir mesuré autre chose que ce que l'on n'avait l'intention de mesurer, et (b) la possibilité de ne pas pouvoir reproduire les mêmes résultats au cas où une même étude serait conduite dans les mêmes circonstances.

Mais, de toutes les façons, si la fiabilité et la validité de notre questionnaire n'ont pas été testées, c'est dû avant tout à l'inexistence d'un questionnaire type, capable de servir comme standard "d'or ou d'argent" dans nos investigations. A notre connaissance, aucune étude semblable n'a été conduite au Congo ou ailleurs avant celle-ci. Et, étant donné que celle-ci est la toute première, les techniques appropriées mais plus coûteuses (Steiner et Norman, 1989) devaient être utilisées pour tester la validité et la fiabilité de notre questionnaire. Mais compte tenu de la scarité de nos ressources, nous avons préféré présenter un questionnaire simple, court, et direct de façon à minimiser le plus possible la nécessité de définir sa validité et sa fiabilité avant son usage. De toute manière, cette étude n'étant qu'un travail préliminaire ou plutôt un avant-goût sur une série d'études qui pourront suivre après, nous espérons perfectionner notre questionnaire et définir sa validité et sa fiabilité de façon à en faire même un standard d'or ou d'argent capable de servir comme référence dans les prochains travaux de recherche sur les relations inter-ethniques et raciales au Congo.

Pour ce qui concerne la taille de l'échantillon utilisé dans ce travail, bien qu'elle n'ait pas été estimée selon les normes scientifiquement établies (Lachin, 1981), rien ne nous assure qu'elle n'est pas adéquate, d'autant plus que les 143 familles qui ont été interviewées, ensemble avec tous leurs membres, forment une population d'à peu près 532 individus (le père, la mère et un minimum de ± 2 enfants par famille); alors que la diaspora congolaise du Canada compte ± 15.000 individus. Or, selon Lachin, (1981) et Sokal et Rohlf (1981.) pour une telle population, nous

aurions eu besoin d'au moins 500 participants pour que nos résultats soient généralisables, du moins au niveau de la diaspora congolaise du Canada. Quant à l'extrapolation des résultats de ce travail au niveau du Congo, signalons que la plupart des couples qui ont participé dans ce travail, se sont mariés au Congo et non pas au Canada. Leurs parents, sur qui nous avons aussi obtenu les données matrimoniales, se sont aussi mariés au Congo où ils vivent jusqu'à présent. Cela veut dire qu'à part les données que nous avons obtenues sur les enfants des participants (ceux qui étaient nés au Canada), il est fort probable que nos données aient été les mêmes, si jamais elles étaient récoltées au Congo sur les mêmes individus. Il est donc erroné de penser que puisque notre échantillon n'a pas été tiré directement du Congo, nos résultats ne puissent représenter qu'une situation propre à la diaspora congolaise du Canada sans aucune relation avec la situation réelle au Congo. Beaucoup pourront même croire que si le taux de mariage inter-ethnique était élevé dans la diaspora congolaise du Canada, c'est puisque le choix de ces congolais et congolaises était limité aux ethnies congolaises présentes au Canada. Or, la plupart des participants qui se sont mariés au Canada, n'avaient fait que faire venir leurs anciens/anciennes fiancés/fiancées qu'ils/elles ont laissé(e)s au Congo avant d'immigrer au Canada. L'hypothèse selon laquelle nos données ne représentent qu'une situation propre à la diaspora congolaise du Canada pour justifier le taux élevé des mariages inter-ethniques dans la diaspora congolaise ne peut donc pas être validée dans ce travail. Si du moins les couples examinés dans ce travail s'étaient tous connus et mariés au Canada, une telle hypothèse serait peut être justifiée.

Le fait que la plupart des nos participants soient venus de Kinshasa, les données selon lesquelles 64% de nos participants étaient nés en ville sont en conformité avec les données démographiques de Léon de Saint Moulin (1991).

VI DISCUSSION GENERALE ET RECOMMANDATIONS

Les règles qui régissent la descendance dans notre pays ont été conçues par nos grands-parents depuis l'époque pré-coloniale. A cause d'un système de transport et de communication très limité, nos grands-parents ne pouvaient pas envisager qu'un jour les 256 ethnies qui composent notre pays pourraient vivre ensemble dans l'harmonie dans un centre urbain où ils pourraient même former des familles inter-ethniques en dehors de règles et lois coutumières sur la descendance, ex: d'endo-et-d'exogamie. Plus fort encore, est qu'à cette époque, personne, même les occidentaux, ne pouvait concevoir qu'un jour un individu pourrait mitre de deux mères, c'est à dire d'une mère biologique ou donneuse et d'une mère porteuse. Le développement de la science, de la technologie et du système économique mondial a apporté des changements radicaux sur les cultures et les moeurs à travers le monde entier. C'est ainsi que pour répondre aux exigences sociales de notre temps, en Occident, le Latin a été remplacée par l'Italien qui est beaucoup plus pratique et adapté; en Haiti comme aux Antilles, le Français a été adapté aux conditions locales, et de là est né le Créole; aujourd'hui les discussions sont en cours partout dans le monde pour abolir le célibat chez les catholiques, et peut-être demain les moines vivront avec leurs épouses dans les monastères. Ces exemples impliquent que quelle que soit la stabilité ou quel que soit le degré de développement d'une culture, sa survie et son épanouissement dépendent des réalités de son temps. Les cultures ne sont donc pas des entités statiques, elles sont plutôt dynamiques et sujettes aux changements perpétuels causés par le temps. Cependant, bien que ces

changements soient inévitables; certes, il y a des idées, des valeurs ou des structures clefs que l'on ne peut pas changer dans une culture sans pour autant changer l'originalité ou la particularité même de cette culture. Introduire le tracteur dans une communauté pour remplacer la houe ou la charrue est une chose qui peut se faire du jour au lendemain sous les applaudissements de toute la communauté. Mais, introduire un nouveau système de descendance exige une adaptation de toutes les structures sociales de base aux circonstances actuelles.

On s'y opposera fortement, justement parce que ce genre de changement implique un bouleversement complet des structures existantes. Et, s'il est une caractéristique vraiment humaine, c'est l'horreur du bouleversement et surtout la peur de perdre certains avantages et intérêts personnels liés aux structures existantes. Mais, si un tel bouleversement peut engendrer un développement économique et social pour le peuple congolais, il est évident qu'il n'y ait pas d'autre choix que d'accepter ce bouleversement; car, les intérêts du peuple doivent être considérés avant toute chose.

L'ambigüité existant actuellement sur nos identités est un véritable frein au développement du Congo, et une arme léthale à la portée de nos ennemis. Par exemple, il suffit que l'identité d'un leader politique soit mise en cause au cours d'une campagne électorale pour que ce dernier perde toute sa popularité dans une circonscription où il a, non seulement vécu depuis sa naissance, mais d'où il est aussi le candidat le plus compétent. Cette formule est utilisée par beaucoup de nos politiciens pour contrecarrer leurs opposants et promouvoir leurs intérêts personnels. D'autre part, beaucoup de ressortissants de grandes villes telles que, Lubumbashi, Kinshasa, Kisangani, nés des mariages inter-ethniques, se sont vus refuser l'admission à L'ex-Université Nationale du Zaïre (UNAZA) sous prétexte que le quota de leur région était atteint. Les critères par lesquels ces candidats étaient classifiés dans l'une ou l'autre région du Congo, demeurent moins clairs jusqu'aujourd'hui; car il s'agissait là, d'un choix entre: (i) la région où le candidat vivait depuis sa naissance, où il se sentait membre à part entière et comptait y travailler après ses études; (ii) la région d'origine de sa mère/grandmère; (iii) la région d'origine de son père/grand-père. Logiquement parlant, de tels candidats devaient avoir plus d'opportunités que ceux qui étaient nés des couples mono-ethniques, car ils avaient trois possibilités pour se faire inscrire à l'université, pendant que les autres n'en avaient qu'une seule. Mais s'il fallait à tout prix donner la même chance à tous, il aurait été plus objectif de compter ces étudiants comme ressortissants de la région où ils auraient été plus productifs et plus rentables à la nation, c'est à dire, la région où ils étaient nés et où ils avaient grandi, la région qu'ils connaissaient mieux et pouvaient mieux servir; car, c'est avant tout pour notre nation que nos enfants vont à l'école et non pour nos groupes ethniques.

Pour se procurer du travail, les ressortissants de grandes villes étaient forcés de bricoler les langues vernaculaires de leurs parents/grands-parents pour ainsi justifier leur identité ou appartenance ethnique. Faute de quoi, il n'y avait pas de travail pour eux du fait que l'octroi d'emploi était, non pas fonction de mérite ou de compétence, mais plutôt fonction d'identité ou d'appartenance ethnique. Cette façon de faire avait coûté à notre pays son économie, autrefois prospère. Mais l'ironie dans tout ceci était que le sous-développement engendré par l'incompétence des individus parrainés sur bases ethniques, n'était pas seulement consommé par les

autres ethnies du Congo mais par tous les congolais, y compris eux-mêmes, les acteurs et responsables de ce sousdéveloppement. Voilà donc pourquoi il est important que dans nos efforts pour reconstruire le Congo, le choix de nos acteurs soit basé sur la compétence et le mérite et non sur leur appartenance ethnique. Mais si pour une raison quelconque; par exemple, une représentativité géo-politique au sein d'une institution; un tel choix doit avant tout tenir compte du lieu où un candidat peut être plus productif et rentable à la nation, c.à.d., la région où le candidat est né et où il a grandi, la région qu'il connaît le mieux. Autrement dit, un individu né et grandi dans une région autre que celle de ses parents/grands-parents doit être reconnu originaire de sa région natale et jouir de tous les avantages et privilèges liés à cette appartenance. Au cas contraire, un tel individu est voué à l'échec partout où il ira au Congo. C'est le cas des Kinois, Lushois, etc., ne pouvant pas parler la/les langue/s de leurs parents. A Kinshasa ou à Lubumbashi où ils sont nés, les membres des groupes ethniques de leurs parents se méfient d'eux et les traitent d'éléments douteux. Au village de leurs parents d'où ils pensent être originaires, ils sont souvent traités d'espions et d'étrangers. Finalement, on se demande à quel groupe ethnique appartiennent ces pauvres gens. Peut-être au groupe des sans-ethnies. La mise sur pied des lois qui protégeraient les intérêts des sans-ethnies ou les ressortissants de grandes villes congolaises est un préalable pour le développement économique, social et culturel de notre pays.

Les résultats des recherches ethno-démographiques présentés dans ce travail ont montré que sur les 46,15% des congolais qui ne pouvaient pas s'exprimer en langue maternelle de leurs parents, 34,27% (soit 74,24% du total de ceux qui ne pouvaient pas parler la/les langue/s de leurs parents) étaient nés dans les grandes villes congolaises. Parmi les participants issus de mariages inter-ethniques, 21,68% avaient eux-même des mariages inter-ethniques, c.à.d., des conjoints qui n'étaient ni de l'ethnie de leur mère ni de celle de leur père. Leurs enfants étaient donc des métis ethno-culturel de deuxième génération. Si le système de descendance ou de lignage de nos groupes ethniques reste le même ou tel qu'il est maintenant, ces enfants seront victimes de toute sorte de préjudice une fois retourné au pays, étant donné que leur appartenance ethnique poserait bien des problèmes. Peut-être, ceux dont les parents et grands-parents, dans leurs contrats de mariages inter-ethniques, ont quand même respecté les règles endo-et-exogamiques pourront encore s'identifier du côté de leurs pères, soit du côté de leurs mères selon qu'ils sont matrilineaires/patrilineaires. Par contre ceux dont les parents et/ou grands-parents ont contracté les mariages inter-ethniques au hasard sans tenir compte des règles pré-établies par nos lois coutumières se retrouveront d'office exclus du côté de leurs pères comme du côté de leurs mères, c.à.d., sans identité ou sans ethnie. C'est le cas de l'enfant AB cité plus haut dont la mère A est Muluba et le père B est Mukongo. Albert Bondo (1997) soutient que chez les Bakongo, seuls les enfants nés d'une mère Mukongo sont considérés comme Bakongo. Il explique qu'un enfant dont la mère n'est pas Mukongo mais dont le père l'est, ne peut jamais être membre à part entière de la communauté Kongo. Mais il admet que, dans certains cas, on peut reconnaître à un tel enfant l'appartenance à l'ethnie Kongo par adoption. De toutes les façons a-t-il ajouté, une telle adoption ne confère guère à un tel enfant le droit de terre, d'héritage ou de succession. Cela n'étant réservé uniquement qu'à la descendance matrilineaire. Gérard Buakasa (1997) ajoute que, être Mukongo c'est d'abord la conscience d'appartenance à l'ethnie Kongo, cette conscience ne peut être transcendée que dans la descendance matrilineaire Kongo. Mais, si être

Mukongo, Muteke ou Muyaka est la conscience d'appartenir à ces groupes ethniques, il est clair que par simple analogie, qu'il soit dit qu'être "sans-ethnie" est la conscience même de non-appartenance à un groupe ethnique du Congo. C'est aussi la conscience d'appartenir à un groupe où par sa pensée, son parler, sa façon de faire, etc., on se sent lié au sol ou à un lieu donné, c'est-à-dire, le sol ou le lieu où l'on s'est découvert pour la première fois. C'est ainsi que, personnellement (auteur principal), quand je parle de ma région d'origine, je vois Kinshasa; quand je parle de mon district, je vois la commune de Lemba, et mon village, c'est le quartier Kapellen. Au moment où je suis en train de coucher ces lignes, je vois le Vieux Otel Katangais, je vois le Vieux Dereck, le Vieux Texas, Muaka Sadko, Mbemba Berlos, Mbungu Black Tagar, "*ba vieux ya quartier*"; je vois le petit Démon, petits Vévé et Gaby Tembo, "*Baleki ya quartier*"; je vois Armand Guy, Jacques Aike Jadougar et José Makula "*Bamasta na ngai*". Ces gens qui ont influencé ma jeunesse et qui m'ont façonné, sont pour moi de véritables membres de famille que quiconque, par aventure, me serait présenté aujourd'hui comme étant mon cousin ou oncle venu du village de mes parents ou grands-parents. Je ne connais personne dans ce village, je ne connais pas le nom d'une seule rue ou d'un seul magasin, je ne connais pas les problèmes économique, social ou culturel de ce village, etc. Personne aussi ne me connaît là bas. Pourquoi dois-je alors porter l'identité d'un tel endroit? Serais-je vraiment fier de porter le macaron représentatif d'une telle circonscription dans la salle de commun? Leurs problèmes que je dois présenter au parlement, je ne connais pas un seul, alors que "*ba problèmes ya bana Lemba!, eza bebo.*" Franchement, nous devons tous avouer qu'il n'y a pas d'autre stratégie que doter aux "sans-ethnies" le statut d'un group ethnique au même titre que les autres ethnies pour développer ce beau pays.

Cette perception a été constamment débattue avec d'autres congolais nés et/ou grandi dans les grandes villes congolaises comme nous. Voici ce que Elise Mboyo (1997) nous confie; elle dit que ceux qui sont nés et qui ont grandi dans les grandes villes mais qui ont eu la chance de visiter ne fut-ce qu'une fois les origines de leurs parents, ne peuvent peut-être pas voir les choses dans la même optique que nous qui n'avons aucune idée de la région/village d'origine de nos parents; nous qui n'avons jamais vu ou entendu parler des oncles, autres que ceux qui sont avec nous à Kinshasa, des tantes autres que celles qui sont à Kinshasa; nous qui ne parlons que le lingala et n'avons qu'une seule adresse, Kinshasa. Elle ajoute que, quand un sans-ethnie se présente comme Kinois, Lushois, etc., ce n'est pas par prestige ou par mépris de ceux qui sont nés ou qui ont grandi en dehors de grandes villes, mais simplement parce qu'ils "les sans-ethnies" n'ont pas d'autres adresses que Kinshasa, Lubumbashi, etc. D'ailleurs, avec le coût actuel de la vie dans les grandes villes, beaucoup de Kinois, Lushois, etc., voudraient même aller vivre à l'intérieur du pays. Mais par manque d'adresse et de membres de famille dans les villages/régions d'origine de leurs parents, ils préfèrent ne pas prendre le risque. Car, beaucoup ont payé de leur vie de cette façon. Dès qu'ils ont mis leur pied au village/région d'origine de leurs parents ou grands-parents, tout le monde les a accueillis à bras ouverts comme étant des oncles, des cousins, etc. Aussitôt que le butin qu'ils avaient apporté au village était épuisé, les fameux oncles et cousins se retiraient un à un, jusqu'à ce qu'ils se sont retrouvés seuls.

Cette pratique d'inclusion et d'exclusion des sans-ethnies dans certains groupes ethniques est monnaie courante dans les grandes villes congolaises et elle

est surtout pratiquée par nos politiciens. Par exemple, pour obtenir un vote électoral de la part d'un métis-ethno-culturel né d'un père Mukongo et d'une mère Muluba, les Bakongo vont essayer de le convaincre qu'il est Mukongo. De même, les Baluba de leur côté vont tenter de le convaincre qu'il n'est pas Mukongo mais plutôt Muluba. Mais que se passe-t-il souvent après les élections quand cet individu a besoin d'une faveur quelconque auprès de ses élus? Les Bakongo lui diront que *"nzoka nde ozalaka na yo Muluba"* pendant que les Baluba lui dira *"nzoka nde ozalaka na vo Mukongo"*. Le préjudice que de tels jeux causent à la nation congolaise est très immense. Que faire pour résoudre ce problème? Quatre alternatives peuvent être envisagées selon que l'on veut une solution à court ou à long terme.

Solution à court terme:

(i) Reconnaître le lieu de naissance d'un individu comme étant son lieu d'origine et son village natal; c'est-à-dire, l'origine d'un individu ne doit pas dépendre des origines de ses parents ni de ses grands-parents, mais plutôt du lieu où cet individu a commencé sa propre existence. Ainsi donc les personnes nées à Kinshasa seront automatiquement reconnues comme originaires de la ville de Kinshasa, celles qui sont nées à Lubumbashi comme originaires de la ville de Lubumbashi, celles qui sont nées à Kata-kokombe comme originaires de Katakokombe, etc.,

(ii) Assurer une intégration réelle des sans-ethnies dans la communauté congolaise en leur dotant d'un même statut social que tous les autres groupes ethniques du Congo; c'est-à-dire, là où il faut que chaque groupe ethnique du Congo soit représenté, que le groupe de sans ethnies soit aussi représenté au même titre que les autres groupes. Exemple, là où il faut un Mukongo et un Kinois/sans-ethnie, qu'on y mette un Mukongo et un Kinois, même si les parents ou grands-parents de ce Kinois sont Bakongo.

Solution à long terme:

(i) faire une révision générale de toutes les règles et lois qui gouvernent nos systèmes de descendance et d'appartenance ethniques afin de les adapter aux réalités et circonstances actuelles de notre pays. Ces systèmes ont été inventés par nos grands-parents à une époque où personne ne pouvait penser que le monde serait ce qu'il est devenu aujourd'hui. Tout était façonné pour répondre aux aspirations et aux exigences de leur temps, et cela était tout à fait normal. Si Nichola Copernic devait vivre aujourd'hui, il est sûr et certain qu'il ne serait pas condamné à mort pour sa théorie de la rotondité terrestre. Pourquoi devons-nous alors appliquer les lois qui ont condamné Copernic à mort à l'heure où nous savons tous que la terre est ronde? En d'autres termes, devons-nous encore suivre à la lettre les règles régissant les systèmes patrilinéaire et matrilinéaire? Devons-nous continuer à appliquer l'endogamie et l'exogamie, le mariage préférentiel, etc., pour se choisir un/une époux/épouse? Qui peut encore accepter de se marier avec sa soeur aujourd'hui, maintenant que nous connaissons tous les méfaits de la consanguinité?

Tant que la science évoluera, les cultures changeront, et les lois sociales n'auront qu'à suivre cette dynamique. Rien ne peut plus arrêter le boom des mariages inter-ethniques qui caractérisent notre société aujourd'hui, et personne ne tournera

l'horloge dans le sens opposé. Tout ce qu'il y a à faire c'est d'ajuster nos lois, nos règles, nos systèmes, nos principes etc., à la vitesse du temps, c.à.d., à la réalité, ou alors risquer de rater le TGV qui va vers le développement et la prospérité.

(ii) utiliser les techniques appropriées d'information et d'éducation de masse, éloquentement débattues par Berthe et José-Gaby Tshikuka (1997) (voir l'article qui suit), pour vulgariser et promouvoir les nouvelles lois et règles sur la descendance et les appartenances ethniques afin que chaque fils et fille du pays sache, non seulement ses propres droits, mais aussi ceux de ses voisins, et qu'il/elle se sente à l'aise partout où il/elle est au Congo. Ceci fait, le Congo sera une véritable nation où la peur des violences ethniques et de la dislocation sociale n'existera plus.

Double ou multiples nationalités Comme discuté un peu plus haut, il fut un moment où personne au monde, même les occidentaux, pensait qu'un jour un enfant pourrait naître de deux mères, c.à.d. d'une mère biologique ou donneuse et d'une mère porteuse. Les lois qui pouvaient légiférer une telle parenté n'existaient pas; précisément puisqu'une telle chose était irréelle à cette époque. Mais aussitôt que la science et la technologie ont fait qu'une telle parenté devienne une réalité, les lois dans presque tous les pays du monde ont changé pour s'adapter à cette nouvelle circonstance. Au Congo où le développement a été bloqué pendant plusieurs années par le régime dictatorial de Monsieur Mobutu, aucune prévision n'avait jamais été faite, pour ajuster nos lois sur la citoyenneté à cette nouvelle réalité. Par exemple, la nationalité d'un enfant dont l'une des mères est congolaise et l'autre Camerounaise, celle d'un enfant issu d'un père belge et d'une mère congolaise, ou plus fort encore celle d'un enfant dont l'une des mères est congolaise et l'autre camerounaise et dont le père est belge serait énigmatique dans le contexte actuel. Pour le cas de l'enfant né d'un père belge et d'une mère congolaise, beaucoup diront peut-être qu'un tel enfant aura à choisir entre la nationalité congolaise et la nationalité belge, mais il n'aura pas à porter les deux à la fois. Or, un tel enfant n'est ni congolais ni belge, mais il est plutôt congolais et belge en même temps; c'est à dire, un métis; il ne peut pas être congolais sans être belge ou être belge sans être congolais, il ne peut qu'être les deux à la fois c'est-à-dire, avoir deux nationalités. Tiger Woods avait admis aux journalistes qu'il était thaïlandais parmi les Thaïlandais, Noir parmi les Noirs et Blanc parmi les Blancs ainsi de suite, puisqu'il ne pouvait nier ni sa mère, ni son père, ni ses grands-parents. Pendant que cette déclaration traduisait sincèrement le sentiment de tous les métis du monde, Tiger Wood avait quand même ajouté qu'il était bien conscient qu'il n'était ni Noir, ni Blanc, ni Chinois, etc., mais plutôt un mélange de tout cela. C'est cette conscience là que nous avons défini dans ce travail comme étant la conscience de non-appartenance. Une telle conscience (de non-appartenance), se retrouve chez les métis (de race ou de culture) et chez les individus qui, par leur lieu de naissance et/ou de culture, se retrouvent déracinés ou totalement en dehors de cultures parentales. C'est le cas des Kinois et des Lushois. De toutes les facons, la conscience de non-appartenance aux origines parentales est à la fois la conscience d'appartenance à son lieu de naissance et de culture. C'est ainsi que dans les pays du commonwealth comme le Canada, les enfants nés des parents étrangers sur leur territoire national, sont automatiquement les citoyens de ces pays. Bien que ces enfants puissent aussi porter la citoyenneté des pays d'origine de leurs parents, les pays du commonwealth reconnaissent que la citoyenneté est un droit légitime et inaliénable de tout celui qui né sur leur sol, étant donné que c'est sur ce sol qu'il est venu au monde ou plutôt

c'est dans ce pays là qu'il a commencé à exister. Dans la culture congolaise, ne parle-t-on pas des liens avec son lieu de naissance par le cordon ombilical "*epaibakundaki motolu na ye*". Bien que cette perception congolaise n'ait rien de commun avec la citoyenneté d'un individu, elle ressort pourtant l'importance du lieu de naissance sur l'identité de ce dernier en faisant voir combien il est lié et inseparable de son sol natal. Sur le plan administratif, dans tous les pays du monde, ce lien est sanctionné par une attestation de naissance qui est, dans beaucoup des cas un document suffisant pour l'acquisition du passeport de son pays de naissance. De toutes les façons, les liens qui garantissent l'appartenance d'un individu à un pays donné peuvent aussi être établis de manière indirecte, par les contrats de mariages, par le bias d'investissements, etc.

Voici ce que nous a confié une dame congolaise mariée à un belge: "Nous nous sommes mariés au Congo en 1970 et depuis ce temps nous sommes restés au Congo. Nous avons 4 enfants qui sont tous nés au Congo; le premier a maintenant 25 ans et le dernier a 14 ans. Mon mari était entrepreneur et employait 36 congolais dont 10 cadres universitaires, 18 ouvriers qualifiés, 8 ouvriers nonqualifiés. Vers les années quatre vingt, mon mari avait tenté, à plusieurs reprises, d'obtenir la nationalité congolaise mais ses efforts sont restés sans succès. En 1979 lors de tracasseries entre la Belgique et le Congo, les Belges étaient expulsés du Congo, y compris mon mari. Nous avons fait nos valises ensemble et sommes partis pour la Belgique où nous vivons jusqu'à présent. En tant que Congolaise, Je m'attendais à être mal reçue en Belgique vu les circonstances qui nous ont fait quitter le Congo; mais rien de pareil ne s'est produit. Au contraire, en très peu de temps, mes enfants et moi étions capables d'avoir la nationalité belge; c'est ce qui nous a coûté la perte de notre citoyenneté congolaise. En partant du Congo, nous avons licencié tout le monde qui travaillait dans nos entreprises. Mon père est resté vendre toutes nos affaires et nous a envoyé de l'argent avec lequel nous avons monté les mêmes entreprises en Belgique".

Le témoignage de cette dame touche essentiellement à deux points: (i) celui qui montre comment, par un lien matrimonial, cette dame est devenue citoyenne belge. Cette citoyenneté lui a été octroyée avant tout à cause du caractère officiel de leur union car l'homme n'a aucun droit de séparer ce que Dieu a uni. Si la loi sur la nationalité congolaise n'était pas ambiguë, ce couple aurait pu porter les nationalités belge et congolaise à la fois, car leur cas se justifie très bien de deux côtés; (ii) le second point est celui de la garantie que la double nationalité donne aux investisseurs. La globalisation actuelle de l'économie fait que les entreprises canadiennes puissent opérer aux USA, les entreprises américaines puissent opérer en Thaïlande, en Afrique du Sud et vice-versa. Mais dans beaucoup de cas, ce sont les entreprises des pays développés qui s'installent dans les pays en USA, est de donner la nationalité américaine aux meilleures têtes du monde afin d'assurer la continuité de l'hégémonie du peuple américain sur le reste du monde. Luc Montagnier, le français qui a découvert le virus du SIDA, ne travaille t-il pas aujourd'hui aux USA? Même s'il est là avec un visa J I ou en tant qu'immigrant reçu, n'importe quand l'illustre français voudra devenir Américain, il le deviendra sans aucun problème. Si cette pratique, c'est-à-dire, celle d'octroi. de citoyenneté aux meilleurs étrangers est l'une des formules qui expliqueraient le développement et la prospérité de certaines nations, qu'attendons-nous alors pour l'appliquer au Congo?

N'eut-été la présence des immigrants dans l'équipe française, la France, serait-elle le champion du monde de football aujourd'hui?!

Mais comme tout changement a son côté négatif, nous ne devons pas copier à la lettre ce qui se fait ailleurs, nous pouvons par contre, adapter ce qui se fait ailleurs aux circonstances congolaises. Par exemple, les Congolais ont toujours été réticents envers les individus qui ont deux ou plusieurs nationalités, parce qu'ils ont peur que ces derniers ne soient pas loyaux ou fidèles à notre pays. Si c'est ça seulement qui empêche les Congolais de reconnaître la légitimité de la double nationalité aux autres, les règles du jeu sont alors très simples: que tout nouveau citoyen congolais n'ait pas le droit d'accéder aux fonctions politico-militaires et économiques que les Congolais jugeraient stratégiques. Néanmoins, que ce droit là soit accordé à leurs enfants, ou soit à leurs petits enfants, voire, à leurs arrière-petits-enfants, étant donné que la loyauté et la fidélité de ce dernier vis-à-vis du Congo ne peuvent pas être mises en question, compte tenu du degré de leur enracinement dans le sol et la culture congolais. Ce point de vue a été unanimement accepté dans la diaspora congolaise du Canada lors de notre enquête ethno-démographique, étant donné que les résultats ont montré que plus de 90% des Congolais du Canada pensent que la double nationalité est un droit légitime et inaliénable de leurs enfants. Si ces Congolais reconnaissent ce droit à leurs enfants, cela veut simplement dire qu'ils sont prêts à reconnaître ce même droit aux autres enfants étant dans la même situation que les leur.

De toutes les façons, en ce qui concerne les soit disant Banyamulunge au Kivu, tout projet visant à résoudre leur problème de nationalité doit se faire en concertation avec les ressortissants du Kivu étant donné que ces derniers connaissent mieux le noyau de leur problème que quiconque parmi nous. De toute les façons, le dossier Tutsi est un dossier spécial qui nécessite un examen méticuleux avant toute considération pour une citoyenneté quelconque dans la région des grands lacs étant donné les intentions et objectifs de ce peuple (lire, un peu plus loin, les Banyamulenge ou Tutsi du Congo: un concept ou un véritable groupe ethnique du Kivu? par Tshikuka et al).

Mais dans l'ensemble la création d'un centre de recherche sur les relations inter-ethniques et raciales au Congo est une nécessité absolue pour toute solution viable sur les questions de nationalité, d'ethnicité et de race sur toute l'étendue de notre beau pays. En termes clairs, ce centre aura pour tâche: (1) d'étudier, d'une manière régulière et continue, toutes les questions liées à l'immigration et à l'ethnicité et race à travers toute l'étendue de notre territoire national; (ii) de faire de temps en temps des recommandations auprès de nos décideurs pour qu'ils ajustent les lois qui régissent notre société aux réalités courantes du pays.

Nous espérons que les données scientifiques et suggestions présentées dans ce travail serviront comme source d'inspiration à nos dirigeants dans leur prise de décision, et aux fils et filles de ce beau pays dans leur comportement vis-à-vis des uns et des autres pour que vive à jamais notre Congo.

VIII REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier d'abord les dirigeants et les membres du C.P.P.-Canada pour leur collaboration et soutien pendant le travail sur le terrain et la

rédaction de ce document. Nous présentons nos sentiments de gratitude à messieurs et mesdames Nkanza, Yatembo, Buakasa et Bondo, et au colonel Mutanda Malu pour leur conseils, et/ou implication directe ou indirecte dans ce travail. Nous tenons aussi à remercier Maman Elise Mboyo Mwanamputu et Maman Bernadette (Belgique) pour leurs points de vue et commentaires. Enfin nos remerciements les plus spéciaux vont aux Congolais et Congolaises qui, malgré leurs nombreuses occupations, ont bien accepté de participer dans cette étude.

IX REFERENCES

Anon (1998). Le Petit Larousse Illustré. Les Editions Françaises, Inc. Limited Boone, O (1954). Carte ethnique du Congo Belge et du Rwanda-Urundi. Zaire 1954, VIII, 5, 451-465.

Boone, O (1961). Carte ethnique du Congo Quart Sud-Est M.R.A.C Annales # 37, Tervuren, Belgique.

Bondo, A (1997). Docteur en Science: Etudes Socio-Culturelle, specialization en Art et Culture d'Afrique Centrale. Communication personnelle

Buakasa, G (1997). Docteur en Science: Sociologie, Specialization: Culture Africaine. Ancien Professeur Ordinaire à l'Université de Kinshasa, Chercheur à l'Université McGill, Montréal, Canada. Communication personnelle Employment and Immigration

Canada (1989). Canada Immigration law, Ministry of Supply and Services, Canada
Kurian, George Thomas (1992). Encyclopdia of the Third World. Facts on File. New York, Oxford, 3, 2133-2152.

Lachin, J.M (1981). Introduction to Sample Size Determination and Power Analise for Clinical Trials. 2. 93-113

Johnson, Leland G (1983). Biology. Wm. C. Brown Campany Publishers. Mantel, N (1963). Chi-square test with one degree of freedom; extensions of the Mantel-Haenszel procedure. Journal of the American Statistical Association. 58, 690-700.

Mantel, N (1977). Test and limits for the common odds ratio of several 2 X 2 contingency tables: methods in analogy with the Mantel-Haenszel procedure. Journal of Statistical Planning and Inference 1, 179-189.

Merriam, A (1959). The concept of culture clusters applied to the belgian Congo. South-Western Journal of Anthropology. 15, 4, 373-395. Saint Moulin, Léon de (1991). Zaire: un aperçu démographique. Résultats du recensement scientifique de la population en 1984. Zaire-Afrique, 255, 227-261

Streiner, D.L., Norman, G.R (1989). Health measurement scales. A practical guide to their development and use. Oxford University Press, Walton street, Oxford OX2 6DP.

Sokal, R.R. & Rohlf, F.J. (1981). *Biometry: The Principles and Practice of Statistics in Biological Research*. New York: W.H. Freeman. Touraine, H., Bouteaud R (1963). *Le livre Noir du Congo (Congo KatangaAngola)*. Librairie AcademiquePerrin, Paris.

Vansina, J (1965). *Introduction à l'Ethnographie du Congo*. Centre de Recherche et d'Information Socio-Politiques. C.R.I.S.P., 35, rue du Congrès, Bruxelles 1.

Woodward, C.A., Chambers, L.W (1980). Guide to questionnaire construction and questions writing. Canadian Public Health Association Ottawa. Young, C (1965). The Politics in the Congo. Decolonization and Independance. Princeton University Press.

ANNEXE QUESTIONNAIRE

ENQUETE ETHNO-DEMOGRAPHIQUE DES CONGOLAIS DU CANADA

Numero d'ordre Sortie du Congo depuis Residence Permanente
au Congo

Lieu de naissance.....Date de mariage.....

Mon père et ma mère sont d'un même groupe ethnique: oui. non

Je parle le dialecte de mon père: oui..... Non

Je parle le dialecte de ma mère Oui Non

Je suis originaire de la région: de mon père De ma mèrede la région
ou Je suis né de la région où j'ai grandioù je suis né et grandi
.....où je suis resident

Mon époux / épouse et moi sommes du même groupe ethnique: OuiNon

.....

Je considère mes enfants comme étant du même groupe ethnique que

moi:Oui.... Non.....

Du même groupe ethnique que mon époux/ épouse: Oui..... Non.....

Mes enfants sont originaires de la région: de leur père..... de leur mère
de là où ils sont nés où ils ont grandioù ils sont nés et grandis où
je suis resident

Mes enfants parlent mon dialecte: Oui..... Noncelui de mon époux/épouse:
Cù..... Non....

Mes enfants portent la nationalité étrangère en même temps que la nationalité
congolaise parce que

je crois que c'est leur droit légitime et inaliénable: Oui.. Non.....